

Côtes d'Armor

LE MAGAZINE DES COSTARMORICAINS ÉDITÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL

Actualité

Le collège de Callac va faire peau neuve

► PAGE 9

Perspectives

À Lannion, la belle croissance d'Ekinops

► PAGE 17

Rencontre

Le Gab d'Armor, pour la promotion d'une agriculture biologique

► PAGE 20

Actions

Au pays de Matignon, les chantiers avancent

► PAGE 29

Patrimoine

Le centenaire d'En Avant de Guingamp

► PAGES 30 | 31

Dossier

Emplois associatifs locaux

Les associations ont leurs professionnels



Sommaire

4 | →

**L'image
du mois**



5 | 10 → **Actualité**

- Plan européen d'aide aux plus démunis : les inquiétudes de Claudy Lebreton
- Ressources en eau, une sécheresse préoccupante
- Un grand colloque sur la perte d'autonomie
- Des artistes refoulés aux frontières
- Le collège de Callac va faire peau neuve
- Kas an ton gant Titom (À Bulat-Pestivien, Titom sort son nouvel album)

16 | 19 → **Perspectives**

- Mizenboîte à Pordic : l'emballage carton sur mesure
- À Lannion, la belle croissance d'Ekinops
- Mampreneurs et Par'elles, deux associations de femmes qui entreprennent
- À Quévert, décollage réussi pour Armor Méca

20 | 22 → **Rencontre**

- Le Gab d'Armor, pour la promotion d'une agriculture biologique
- L'université du temps libre. Retour sur les bancs de l'école
- Lydie Tréhorel de Quessoy, socio-esthéticienne par passion

23 | 29 → **Actions**

- Le soutien à la filière bois énergie
- Compte rendu de la session du Conseil général
- Agences techniques départementales : un jour avec Hubert Prisé, à Merdrignac
- Comités de lignes Tibus. Dialogue avec les usagers
- Maladie de Parkinson : une parole qui soulage
- Au pays de Matignon, les chantiers avancent

30 | 31 → **Patrimoine**

- Le centenaire d'En Avant de Guingamp

32 | 33 → **Porte-parole**

- L'expression des groupes politiques du Conseil général

EN COUVERTURE

PHOTO THIERRY JEANDOT

Dossier

11 | 15 →

Emplois associatifs locaux

Les associations ont leurs professionnels

Depuis 2005, le Département finance la création d'emplois associatifs locaux (EAL), destinés à mieux accompagner les associations locales et départementales. Dans une logique de soutien à l'emploi certes, mais également avec le souci du maintien et du développement d'activités nécessaires au territoire et à ses habitants.



THIERRY JEANDOT

34 | 37 → **Guide**

LE GUIDE DE VOS SORTIES

- Les arts du cirque au Carré magique de Lannion
- Au manoir du Plessix-Madeuc, des artistes en résidence
- Première biennale de la photographie à Saint-Brieuc →
- Didier Le Guesclou, cycliste handisport à Lannion



38 | 39 → **Détente**

- Recette : lasagnes aux légumes
- Jardin : le kiwi
- Les mots fléchés

Mensuel édité par le Conseil général des Côtes d'Armor. Direction de l'Information et des Relations avec les Citoyens (DIRC). 9 place du Général-de-Gaulle, BP 2371, 22023, Saint-Brieuc. Tél. 02 96 62 62 16. Fax 02 96 62 50 06. Courriel : lemagazine@cg22.fr. Site internet : www.cotesdarmor.fr. DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Claudy Lebreton. COMITÉ EDITORIAL : Claudy Lebreton, Isabelle Nicolas, Philippe Delsol, Michel André, Gérard Le Caër, Régine Angée, Yves-Jean Le Coqù, Véronique Robitaillie, Benoît Cadoret. DIRECTEUR DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS : Philippe Germain. RÉDACTRICE EN CHEF : Laurence Ladier. RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Bernard Bossard. JOURNALISTES : Joëlle Robin, Laurent Le Baut. PHOTOGRAPHE : Thierry Jeandot. ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO : Véronique Rolland, Stéphanie Stoll, Briac Morvan, Manon Lemarchand (stagiaire), Nono. PHOTOS : Bruno Torrubia, Philippe Josselin. ASSISTANTE DE LA RÉDACTION : Émilienne Nivet. CRÉATION-EXÉCUTION-RÉALISATION : Cyan 100. IMPRESSION : Imaye Graphic - 81 boulevard Henri-Becquerel - 53021 Laval. DISTRIBUTION : La Poste. N°ISSN : 1283-5048. Tirage : 292 000 exemplaires.

POUR TOUT PROBLÈME DE RÉCEPTION DU MAGAZINE, CONTACTER LES SERVICES DE LA POSTE AU 02 99 77 02 87.

Magazine imprimé en France sur papier "Eural Premium", recyclé à partir de vieux papiers et cartons désencrés et blanchis sans chlore, agréé par l'Association des Producteurs et Utilisateurs de Papiers Recyclés.





6

10



16

18



21

26



30

37



THIERRY JEANDOT

Claudy Lebreton
Président
du Département
des Côtes d'Armor

Agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Construire une société dans laquelle chacun aurait les mêmes droits, dans laquelle chacun se verrait reconnu et respecté, dans laquelle l'égalité serait au cœur du vivre ensemble, voilà un combat permanent qui était déjà au cœur des idéaux de 1789. Mais si des progrès considérables ont été accomplis depuis lors, beaucoup de chemin reste encore à parcourir.

Car aujourd'hui encore, les inégalités continuent à se creuser, au risque de se traduire, comme l'écrit Pierre Rosanvallon, par une "dissolution de l'appartenance à un monde commun". Cette situation est injustifiable et inacceptable. Car toutes les inégalités, dans leur diversité, fragilisent les bases de ce qui fonde notre vivre ensemble. Que dire, par exemple, de l'inégalité persistante entre les femmes et les hommes, cette inégalité qui trouve encore à s'exprimer dans nos relations de travail, dans notre vie quotidienne, dans nos loisirs comme dans notre vie domestique? Malgré les discours et les bonnes intentions affichées, la réalité n'évolue que trop lentement.

Rechercher l'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence politique et un impératif de justice et de cohésion sociale. Lutter contre les inégalités professionnelles, donner à chacun les mêmes chances pour réussir et faire de sa vie ce qu'il en attend est un beau défi de société. Le Conseil général prend sa part à ce combat pour une société meilleure. Mais nous devons tous y être vigilants et nous mobiliser pour, enfin, mettre un terme à des inégalités qui ne sont ni naturelles, ni universelles, ni éternelles.

Le Département des Côtes d'Armor

- **Hôtel du département**
9 place du Général-de-Gaulle
BP 2371
22023 Saint-Brieuc cedex 1
contact@cg22.fr

Conseil général
infos services
N°Azur 0 810 810 222



cotesdamor.fr



Côtes d'Armor,
le Département
est sur Facebook



L'appli **Armor Nomad**
est à télécharger sur
armornomad.mobi, et sur
Android Market



YouTube.com/user/cotesdarmorvideo

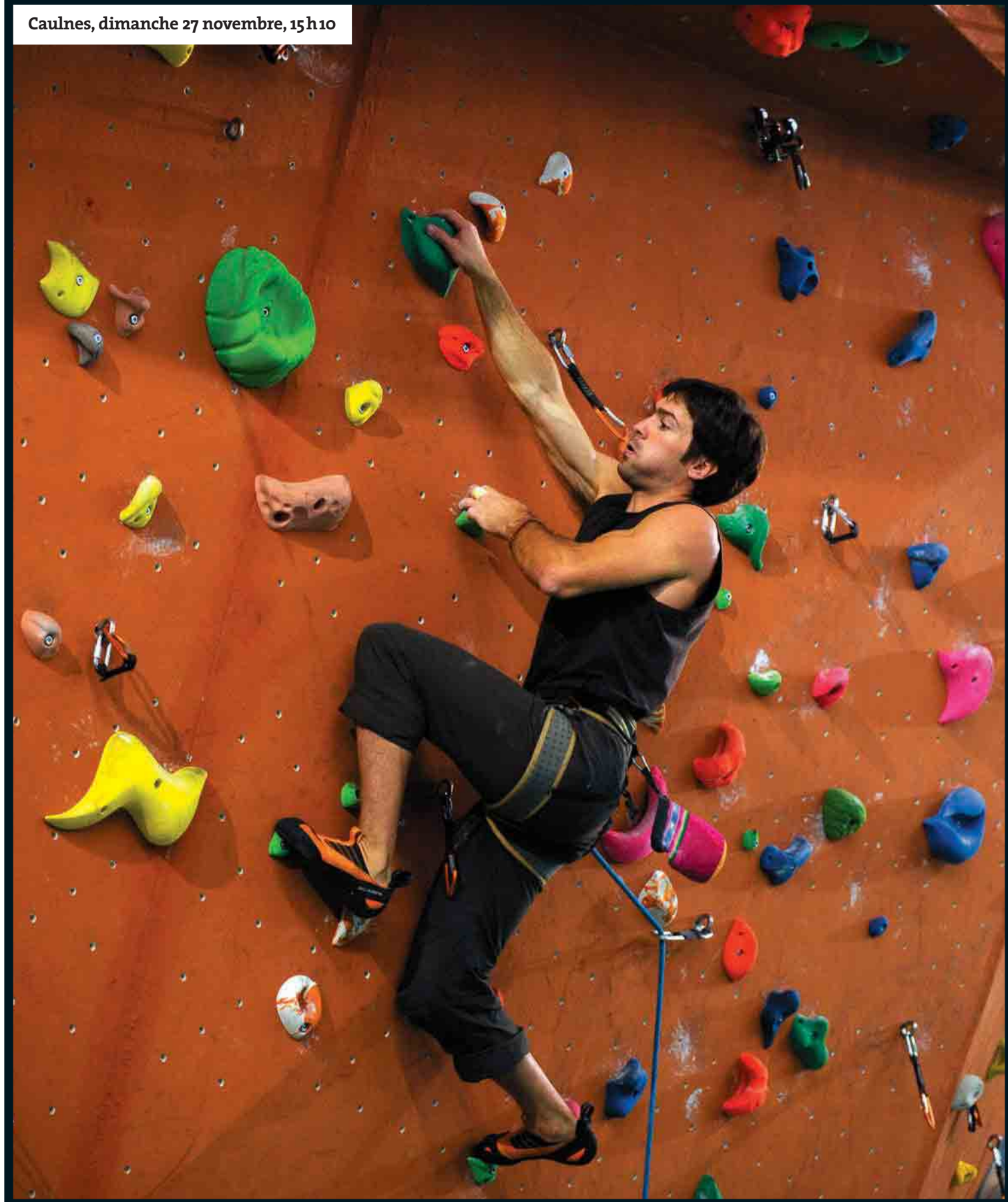
Les Maisons du Département

- **Maison du Département de Dinan**
rue Victor-Scholcher
Tél. 02 96 80 00 80
- **Maison du Département de Guingamp**
9 place Saint-Sauveur
Tél. 02 96 44 85 44
- **Maison du Département de Loudéac / Rostrenen**
42 boulevard Henri-Castel
Loudéac
Tél. 02 96 28 11 01
- **Maison du Département de Saint-Brieuc**
76 rue de Quintin
Tél. 02 96 60 86 86
- **Maison du Département de Lannion**
5 allée du Palais-de-Justice
Tél. 02 96 04 01 04

L'image du mois

Grimper le plus haut possible le long d'une voie. Si le principe de l'escalade est simple, il requiert concentration et maîtrise corporelle. Samedi 26 et dimanche 27 novembre, 152 compétiteurs issus des dix clubs du département se sont prêtés au jeu. C'était à l'occasion du championnat départemental organisé à la salle omnisports de Caulnes par le comité départemental d'escalade et le club local, Varap'Rance, créé il y a tout juste un an. Répartis en huit catégories, les grimpeurs ont pu découvrir le tout nouveau mur d'escalade de Caulnes. D'une hauteur de 10,3 m – ce qui en fait le 2^e plus haut mur des Côtes d'Armor – il offre plus de 4 000 prises pour une surface de 240 m².

Caulnes, dimanche 27 novembre, 15 h 10



Programme européen d'aide aux plus démunis

Un compromis au goût amer

En novembre, les ministres de l'agriculture européens sont parvenus à un compromis pour maintenir pendant deux ans le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). À cette occasion, Claudy Lebreton a diffusé un communiqué dans lequel il rappelle l'importance de ce dispositif, créé en 1987 pour écouler de manière utile une partie des excédents agricoles. *"Alors que l'assemblée départementale avait adopté un vœu pour marquer son attachement à ce programme d'aide dont bénéficient 13 millions d'Européens, je ne peux qu'exprimer mon soulagement devant le compromis qui a pu être trouvé. Il arrive à temps pour éviter le pire et permettre aux associations de solidarité de poursuivre l'action vitale qu'elles conduisent auprès des plus démunis, déclare le président du Conseil général. Ce compromis a néanmoins un goût amer. Je m'interroge en effet sur*



THÉRIY JEANDOT

"L'avenir des bénéficiaires du PEAD ne se limite pas à deux ans", estime Claudy Lebreton.

la contrepartie exigée par l'Allemagne, et acceptée par la France, qui fixe dès à présent la fin du financement du PEAD dans deux ans. Or, l'avenir des bénéficiaires du PEAD ne se limite pas à deux ans. Plus que jamais, l'Europe a un rôle à jouer pour que les crises économi-

que et sociale ne pèsent pas sur les plus démunis. Je suis en effet convaincu de l'intérêt d'une Europe sociale au service des Européennes et des Européens, et tout particulièrement des plus défavorisés d'entre eux. Je formule donc le vœu que le PEAD soit pérennisé au-delà de 2013,

comme premier engagement d'une Union européenne qui se saisit de la crise actuelle, non pas pour répondre uniquement aux demandes des marchés, mais d'abord aux besoins des citoyennes et des citoyens d'Europe". ■

Pays de Saint-Brieuc

Le Labomobile à la rencontre des enfants

L'association des Petits débrouillards vient de faire l'acquisition d'un "Labomobile", un camion laboratoire qui sillonnera tout le pays de Saint-Brieuc à la rencontre des jeunes des écoles et des centres de loisirs. Un véhicule co-financé par le Dé-

partement, Saint-Brieuc agglomération et le pays de Saint-Brieuc. À l'intérieur du Labomobile, une paillasse pour effectuer toutes sortes d'expériences scientifiques sur les éléments de notre environnement, et deux ordinateurs pour mettre en

ligne, sous forme de films et de photos, les résultats de ces expériences. ■

> 02 96 68 64 29
> 06 83 47 89 27
lesexplorateurs.org
lestaxinomes.org



D.R.

Opération Classes presse

Les apprentis journalistes planchent sur l'énergie



Le 15 novembre, le Conseil général lançait la nouvelle édition de l'opération Classes presse, en présence de journalistes et de principaux de collèges (photo). Cette opération, menée en partenariat avec l'Inspection académique, le Clemi(*) et la presse quotidienne

régionale, a pour but d'apprendre aux collégiens à lire la presse et à s'essayer à écrire des articles pour être lus. Thème retenu cette année : l'énergie. L'énergie dans ma vie ; l'énergie dans le monde ; les métiers de l'énergie ; quelles énergies demain... 16 collèges et 21 classes sont concernés. Ces

classes sont abonnées gratuitement à *Ouest France* ou au *Télégramme* et sont parrainées chacune par un journaliste. Leurs articles feront l'objet d'une publication au printemps prochain. ■

(*) Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information.

jegoun.net
yann-savidan.com



Forum étudiants-entreprises à Lannion

La technopole Anticipa, Lannion Trégor agglomération et la ville de Lannion organisent, jeudi 12 janvier, à la salle des Ursulines de Lannion, la 2^e édition du Forum étudiants-entreprises. Cet événement s'adresse aux étudiants des trois établissements que sont l'Enssat, l'IUT de Lannion et le lycée Félix-Le-Dantec. L'objectif est double : à travers des entretiens, proposer aux étudiants des stages de fin d'année, mais aussi permettre aux entreprises de valoriser leurs métiers. Pas moins de 16 secteurs d'activités seront représentés.
forum-etudiants-entreprises.fr

Formations

au centre de gestion

Depuis 1997, le centre de gestion des Côtes d'Armor, en partenariat avec Pôle emploi, organise des formations aux métiers administratifs territoriaux. Au fil du temps, ces formations ont permis à près de 400 personnes de se former pour effectuer des missions de remplacement au sein des services administratifs des collectivités locales du département. La prochaine formation se déroulera du 20 mars au 22 juin. Les candidatures sont à envoyer au centre de gestion avant le 17 février. Conditions d'accès : être demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi ; avoir une formation initiale bac + 2 ou une expérience administrative significative ; avoir de préférence une bonne connaissance de la fonction publique.
> 02 96 58 64 00
cdg22.fr

Coopératives et antibiotiques : précision

Dans l'édition du magazine *Côtes d'Armor* de novembre, page 16, était évoquée la vente d'antibiotiques par les coopératives. Or, dans un courrier qu'il nous a adressé, Fortuné Le Calvé, président de la coopérative Aveltis à Landivisiau (29), nous rappelle qu'une décision du Conseil d'État en date du 24 janvier 2007 interdit l'exercice de la pharmacie vétérinaire à tout vétérinaire salarié d'un groupement de producteurs. *"En conséquence, conclut Fortuné Le Calvé, aucun antibiotique n'est commercialisé par les coopératives"*. Dont acte.



Babilotte chante Reggiani

Dominique Babilotte a récemment sorti un double CD. Dans le premier, il reprend douze titres de Serge Reggiani, une de ses références. Pour le deuxième album Piano-violonissimo, le piano de Philippe Turbin, le violon de Victor Moscaliu et la contrebasse de Xavier Lugué l'accompagnent. Chanter n'est pas la profession de Dominique, mais une passion qu'il exerce en homme engagé et amateur éclairé et très professionnel.

babilotte.fr
> 06 81 12 71 00
Coop Breizh

Le débat d'orientations budgétaires

Le 23 janvier, en séance publique de l'assemblée départementale, aura lieu le traditionnel débat d'orientations budgétaires du Département. Un débat qui préfigurera les grandes lignes du budget 2012, dans un contexte financier très tendu, l'État opérant des coupes claires dans ses dotations aux Départements.



La petite annonce 100% bretonne

Lecoinbreton.fr est un site de petites annonces gratuites en Bretagne créé il y a un peu plus d'un an. On y trouve tous types d'annonces: immobilier, voitures, offres d'emploi, etc. À l'origine de ce site, Henri Cicquel, 36 ans, de Tréméloir. Lecoinbreton.fr s'adresse aux particuliers, aux professionnels, mais aussi aux associations. Souhaitant se différencier en mettant en valeur les annonces locales, il comptabilise déjà entre 500 et 1500 visiteurs par jour. lecoinbreton.fr

Les réserves en eau diminuent

Une situation préoccupante

La baisse des réserves d'eau en Bretagne et dans le département inquiète. À tel point que fin novembre, le préfet des Côtes d'Armor appelait l'ensemble des usagers "à veiller à une utilisation économe de l'eau potable

et à lutter contre le gaspillage". En cause: un déficit pluviométrique exceptionnel. Ainsi, de janvier à novembre 2011 en Côtes d'Armor, il a plu chaque mois moins que la normale. Rappelons que dans le département,

50 % des volumes nécessaires à l'alimentation en eau potable proviennent des trois barrages départementaux. Ces barrages, gérés par le Conseil général, ont été construits car dans le département les rivières

sont trop petites et la nature du sous-sol ne permet pas la constitution de nappes importantes. À ces trois barrages, s'ajoute un réseau d'interconnexion permettant d'acheminer l'eau là où elle manque. À l'heure où nous écrivons, les barrages contenaient environ deux mois de réserve. Une situation d'autant plus inquiétante qu'il est nécessaire de stocker de l'eau en hiver pour pouvoir satisfaire les besoins en été. Or, si d'ici le mois de mars les stocks d'eau souterraine et des barrages ne sont pas reconstitués, ils ne pourront l'être par la suite à cause du démarrage de la végétation et de la reprise de l'évaporation. Dès lors, la période estivale pourrait s'annoncer très critique. ■



THIERRY JEANDOT

Le barrage du Gouët au Pont noir.

Conférence territoriale à Saint-Brieuc

Le B15 réuni autour du haut débit

La conférence territoriale B15 (pour Bretagne à 15) associe autour du président de la Région, Jean-Yves Le Drian, les présidents des quatre Départements et des dix principales agglomérations bretonnes: Rennes, Brest, Lorient, Quimper, Vannes, Saint-Brieuc, Saint-Malo, Morlaix, Lannion, Vitré. Mis en place par la Région en 2004, le B15 est une instance de concertation se réunissant en moyenne une fois par trimestre pour

évoquer les grands projets structurants pour l'avenir de la Bretagne: Ligne à grande vitesse, approvisionnement énergétique, développement d'énergies nouvelles, etc. Lundi 5 décembre, les membres du B15 étaient réunis au Conseil général pour faire avancer un autre dossier important: celui du développement numérique de la Bretagne et du déploiement du haut débit pour tous d'ici à 2025. ■



THIERRY JEANDOT



Prix des bouquineurs

Pour donner le goût de la lecture aux jeunes, quoi de mieux que ce prix des bouquineurs 2^e édition, créé par un groupe de documentalistes de collèges en partenariat avec le CDDP, Centre départemental de documentation péda-

gogique. Huit livres sont proposés aux élèves des quatorze établissements qui y participent. Le prix est ouvert aux plus de 13 ans. Résultats en mai. Le CDDP a créé un blog où les jeunes peuvent déposer leurs critiques. Il suffit de taper "bouquineurs

d'armor". Parmi les livres, *La belle Adèle* de Marie Desplechin, *Les mots qui tuent* d'Agnès de Lestrade, *Une semaine chez ma mère* de Gladys Marciano. ■

> 02 96 62 21 13
crdp.ac-rennes.fr/crdp/cddp22

Colloque à Saint-Brieuc

Bien vieillir en Côtes d'Armor



THIERRY JEANDOT

Le coût de la dépendance n'est pas si énorme et crée des milliers d'emplois.

Le 17 novembre à Saint-Brieuc, le Conseil général organisait un grand colloque sur la perte d'autonomie des personnes âgées, à destination des professionnels et des étudiants de ce secteur. En introduction, Claudy Lebreton a regretté que le grand débat national sur la dépendance, pro-

mis par le président de la République début 2010, ait été ajourné *sine die* par le Premier ministre. "Ce débat était attendu, juste, nécessaire" a déclaré le président du Conseil général. Cette question est au cœur de notre société. Aujourd'hui, on vit mieux et plus longtemps et le nombre de personnes de plus de 80 ans

va doubler d'ici à la moitié de ce siècle. Notre société doit s'adapter. Le vieillissement de la population doit être une opportunité pour ce que nous appelons le 'vivre ensemble'. Le Conseil général, qui a consacré en 2010 36 M€ à l'allocation de perte d'autonomie, s'est pleinement saisi de ce sujet. La perte d'autonomie doit

être financée pas la solidarité nationale et non par des assurances privées. Il s'agit d'un choix de société, de justice sociale".

Aux côtés d'Annie Le Houérou, vice-présidente en charge de l'enfance et de la famille, de nombreux et éminents spécialistes et représentants d'associations se sont exprimés. Pour le sociologue Serge Guérin, "Nous sommes victimes d'une représentation très négative de la vieillesse, alors que la majorité des personnes âgées sont autonomes. L'âge évolue. On vieillit mieux et plus lentement. Et n'oublions pas que sans les retraités bénévoles, la majeure partie des associations, génératrices d'emplois, disparaîtraient. Le coût de la dépendance n'est pas si énorme et crée des centaines de milliers d'emplois qu'il faut revaloriser. Le vieillissement nous concerne tous".

L'intégralité des débats sur esm22.fr/bienvieillir-cotesdarmor.html

Cross UNSS collèges et lycées

2 200 participants à La Roche-Jagu

Beau succès pour le cross UNSS collèges et lycées qui s'est déroulé mercredi 16 novembre, au domaine départemental de La Roche-Jagu, à Plözal. Outre l'aspect sportif, cet événement, mené en partenariat avec le Conseil général, portait aussi sur l'éco-responsabilité, avec des ac-

tions concrètes comme le tri des déchets, les gobelets réutilisables, la prise en compte des contraintes environnementales du site de La Roche-Jagu, la mise en place de toilettes sèches, etc. Près de 80 jeunes ont également participé à des ateliers de sensibilisation sur la déficience visuelle. Au total, ce sont 2 200

participants et leurs encadrants qui ont pris part à

cette journée sportive et citoyenne.



JACQUES BURLOT



Mazadoo à Lannion

Des réseaux sociaux pour les seniors

Avec Mazadoo, les réseaux sociaux ne sont plus réservés aux jeunes. Actuellement expérimenté à l'Ehpad Sainte-Anne, à Lannion, Mazadoo permet aux personnes âgées dépendantes de recevoir,

sur leur téléviseur, des messages, des photos, des appels en visiophonie de leurs proches, d'y répondre, de partager un agenda, de se faire lire le journal, de se faire des amis sur Facebook, avec leur télécommande

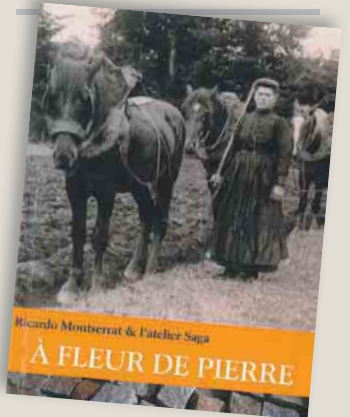
et leur téléphone. Le projet Mazadoo s'appuie sur Imaginlab, la plate-forme de tests et d'expérimentations du pôle Images et réseaux. Il est développé par un consortium regroupant Alcatel-Lucent, Télécom

Bretagne, Le Télégramme, SmartDTV et NIJI. Le projet a obtenu le trophée Loading the future lors de l'assemblée générale du pôle Images et réseaux le 12 avril dernier.

mazadoo.eu

Avant-Premières change d'adresse

Les coopératives d'activités et d'emploi des Côtes d'Armor changent d'adresse. Avant-Premières, Bâti-Premières (activités du bâtiment) et Coop Domi Ouest (services à la personne) ont quitté leurs locaux de Langueux pour s'installer au Nova Pôle, 2 rue de la Croix-Lormel, bâtiment Penhièvre, à Plérin. Créée en 2005 avec l'aide du Conseil général, cette coopérative s'adresse aux créateurs qui souhaitent tester la viabilité de leur projet en grandeur nature. En six ans, 320 entrepreneurs ont été accompagnés et bientôt 100 entreprises auront effectivement vu le jour. avant-premieres.coop



À fleur de pierre

Cet ouvrage est le résultat du travail mené par l'atelier de création littéraire "Saga du peuple des carrières". Le roman, qui valorise les cultures granitières, est préfacé par Robin Renucci qui a le mot de la fin. "Sous la baguette magique de mon ami Ricardo Montserrat, les 'petites gens' affirment que l'histoire est leur et que c'est le peuple qui l'écrit". Éditions Apogée, 16 €.

Une nouvelle bibliothèque à Saint-Glen

La nouvelle bibliothèque de Saint-Glen ouvre ses portes. Alimentée essentiellement par la Bibliothèque des Côtes d'Armor, service du Conseil général, elle compte déjà plus de 900 ouvrages à son catalogue. Elle est animée par Delphine Gloro, employée communale, épaulée par quatre bénévoles. L'abonnement est gratuit jusqu'en juillet.

> 02 96 42 77 17



Ce mois-ci sur
cotesdarmor.fr

L'état des routes en temps réel

Suivez l'état des routes et les conditions de circulation en temps réel en cliquant dans la rubrique "L'hiver sur les routes". Depuis le 15 novembre et jusqu'au 15 mars, vous pouvez consulter les conditions de circulation sur le réseau routier départemental et les éventuelles alertes. Nouveauté cette année: vous pourrez recevoir par courriel ces informations en vous inscrivant sur cotesdarmor.fr



THIERRY JEANDOT

Sports à la carte à Gouarec et Laniscat

C'est à l'initiative de Michel André, conseiller général de Gouarec, qu'a été mis en place un cycle d'activités sportives extrascolaires accessibles à tous les jeunes de Gouarec et Laniscat. Plusieurs activités seront à découvrir, dont le basket, le handball ou encore le roller. Pour que ces activités puissent démarrer, il faut au minimum 20 enfants par commune. Le dispositif serait opérationnel dès le mois de janvier. Notons qu'il est financé à 50 % par le Conseil général.

Apnée du sommeil: réunion publique à Lannion

L'association Inspire-apnée du sommeil organise une réunion publique, samedi 3 mars, de 14 h à 18 h, à l'espace Jean-Savidan à Lannion. Afin de pouvoir accueillir tout le monde, entre 500 et 600 places sont prévues. Thème de cette réunion: lien entre apnée du sommeil, obésité et maladie des jambes sans repos. De nombreux médecins seront présents pour en parler. L'apnée du sommeil concerne 3 à 4 % de la population. Elle se caractérise par l'arrêt de la respiration pendant plus de 10 secondes.

> 06 12 11 25 18

> 02 96 35 25 36

Dans quel pays vivons-nous ?

Des artistes refoulés aux frontières

Prakash Bhatt, marionnettiste invité à Fenêtre sur l'Inde, manifestation organisée dans les Côtes d'Armor par le Conseil général, n'a pu assurer son spectacle à la fin du mois d'octobre. Claudy Lebreton, président du Département, a dénoncé ce fait dans un communiqué:

Dans quel pays vivons-nous?... Prakash Bhatt ne sera pas présent à Saint-Brieuc car les autorités françaises n'ont pas accepté qu'il rejoigne notre pays. Avant lui, des musiciens brésiliens ou des artistes burkinabés devaient accueillir des associations costarmoricaines avaient eux aussi connu les affres administratives de notre pays: un papier qui manque alors qu'il ne figure pas dans la liste officielle, un visa refusé au dernier moment... Ce constat est partagé par de plus en plus de collectivités,

Le marionnettiste indien Prakash Bhatt n'a pas pu se produire en Côtes d'Armor.



D.R.

d'associations, de citoyens engagés: il est aujourd'hui difficile de faire venir en France des amis, artistes, responsables associatifs ou universitaires. Il est aujourd'hui de plus en plus compliqué, voire ubuesque, d'accueillir ces autres cultures. Qu'est devenue notre tradition

d'accueil? Ces refus, sous leurs airs de simples refus administratifs, sont l'expression de choix politiques. Ils font écho aux conditions inacceptables dans lesquelles sont accueillis les demandeurs d'asile. Ils font écho au discours de Grenoble sur les Roms, au discours de

Dakar sur l'homme africain... Ces choix politiques déshonorent la France et les Français... Nos échanges avec le Niger, l'Inde, la Pologne, Haïti sont essentiels; ils nous ouvrent au monde, ils nous font comprendre le monde", conclut Claudy Lebreton. ■

La réemploithèque à Saint-Brieuc Une exposition traçable

Jusqu'au 17 février, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) des Côtes d'Armor accueille la réemploithèque, une exposition de l'architecte Laure Gahéry. Issue à 100 % de matériaux récupérés localement, elle se présente

sous la forme d'un mur en cagettes, symbole de réemploi et de minimalisme. Esthétiques, disponibles en grandes quantités, calibrées et faciles à assembler, elles servent de support pour présenter des réalisations architecturales fondées sur le réemploi des matériaux.

Les "récoltes" sont effectuées en Côtes d'Armor. Des idées à puiser! ■

Entrée libre, du lundi au vendredi, 8h30 à 17h30

29 av. des Promenades, Saint-Brieuc

> 02 96 61 51 97
caue22.fr



D.R.

Les Côtes d'Armor en route

L'égalité femmes hommes dans un plan d'actions



Le 1^{er} décembre, au collège Marie-José-Chombart-de-Lauwe de Paimpol, le Département a présenté

devant 45 personnes les quatre axes de son plan d'action pour l'égalité femmes hommes en Côtes d'Armor: partenaire des acteurs locaux, acteur de temps forts, initiateur de l'égalité femmes hommes dans l'action publique, employeur avec la mise en place d'une démarche interne. Bertrand Rigolot, de la Direction départementale de la cohésion

sociale, et Stéphanie Le Gal-Gorin, chargée de mission à l'égalité et aux droits des femmes, ont exposé les orientations du programme régional dans les services de l'Etat, dont les sanctions financières pour les entreprises qui ne jouent pas le jeu. Catherine Desbryères et Bernadette Vanden Driessche ont présenté le travail engagé par Fandiyema et la Marche mondiale des femmes, membres de la Maison des femmes, avec

cinq délégations étrangères. Enfin, Annie Ollagnier, de l'Espace femmes du pays de Dinan a évoqué le travail de l'association: accueil des victimes de violences et de discriminations, actions de sensibilisation, formation. Les présents se sont ensuite divisés en deux ateliers pour réfléchir à la promotion de l'égalité filles garçons au collège et à la communication et la diffusion de la culture de l'égalité. ■

Collège de Callac

Un bâtiment futur aux normes BBC

Le Département, qui a en charge les collèges, les réhabilite petit à petit, selon certaines normes environnementales, développement durable oblige. À Callac, le collège Gwer-Halou, un des 48 établissements publics costarmoricens, ce sont des travaux lourds de maintenance et de réhabilitation qui sont prévus puisque les conseillers généraux ont voté une enveloppe de 2,66 M€ destinés à améliorer les performances techniques et sanitaires du bâtiment qui accueille plus de 200 élèves.

Outre un meilleur confort, des économies seront réalisées en diminuant par 2,5 les consommations d'énergies primaires et par 3 les émissions de gaz à effet de serre. En effet, les menuiseries seront changées, l'installation de chauffage

entièrement revue avec une ventilation à double-flux et une isolation par l'extérieur. Isolation de la toiture et réfection du système d'étanchéité sont également prévues. On s'oriente vers une véritable mise à

niveau BBC (bâtiment basse consommation) en rénovation. Parallèlement, un préau doit voir le jour ainsi qu'un ascenseur, mettant le collège en règle avec les nouvelles normes d'accessibilité.

Les travaux débuteront dans le courant de l'année 2012. La maîtrise d'œuvre a été confiée au bureau d'études Alterea de Nantes. ■

Des travaux lourds qui débuteront cette année.



© ALTEREA

L'appel de Gaïa

Un livre de Jean-Claude Pierre



PHILIPPE DOSELIN

chandise... Aliéné par ta boulimie consummatrice... Tu gaspilles les ressources que je mets à ta disposition..."

L'appel de Gaïa, est dédié à Edgar Morin, Jean-Marie Pelt. La préface est de Pierre Rabhi, pour qui "La planète terre poursuivra le processus de sa propre évolution... En revanche, le genre humain, par ses transgressions majeures, est en train de s'exclure de l'ordre irrévocable établi par la vie".

À méditer... rapidement car le temps presse. Liv'Éditions, 15 € ■

(*) Dans la mythologie grecque, Gaïa personnifie la terre

Jean-Claude Pierre, un des fondateurs d'Eaux et rivières Bretagne, a publié *L'appel de Gaïa : Quand la Terre apostrophe les humains*. L'ouvrage nous incite à regarder le monde en face. À la manière des Indiens d'Amérique, qui personnifient la terre, sacrée pour eux, Jean-Claude Pierre se fait le porte-voix de Gaïa(*), qui nous interpelle: "Tu veux tout soumettre aux lois de l'argent... Tu as déjà réussi à faire de l'eau, ce bien commun que la nature donnait, une mar-

3,4 et 5 février à Plémet

36^e concours gallo de la Truite du Ridor

Grande manifestation annuelle de la culture galloise, la 36^e édition de la Truite du Ridor se tiendra les 3,4 et 5 février, à Plémet. Tout commencera par une soirée patrimoine, le vendredi 3 février à 20h, à la salle des fêtes, avec participation de l'association Dastum. Au programme: une rétrospective du travail de collectage de l'association, ainsi qu'une conférence de l'universitaire Daniel Giraudon sur La complainte de Bodifé. Le samedi 4 février, salle du Minerai (derrière la mairie), stage de danses "Treger" à 14h, stage des faisous de galettes et des faisous de cidre à 16h, puis dégustation de galettes et

concours de goutous de cidre à 19h. Enfin, à 20h, concours des groupes musicaux et rencontre des sonneurs de clarinette, suivis d'un fest-noz gratuit (scène ouverte). Le dimanche 5 février, potée animée à 12h (sur réservation). À 14h, 36^e concours de chantous, contous, sonous (solo et duo) et composous, avec sélection pour le kan ar bobl de Pontivy. Remise des truites et des récompenses à 20h. ■

> 02 96 25 60 08
> 02 96 25 68 05
latruiteduridor@gmail.com



THÉRIER JEANDOT

Une résidence à Saint-Brieuc pour les malades d'Alzheimer

En fin d'année, une nouvelle résidence a ouvert dans le quartier des Villages à Saint-Brieuc. Keréllys peut accueillir 28 personnes en perte d'autonomie. L'association Edilys Armor gère désormais deux établissements, dont un en centre-ville. Le cadre sécurisé est adapté, chaleureux et conçu avec deux unités, avec terrasse et jardin. L'établissement a été financé par le Conseil général. 4, rue Leopold-Senghor, Saint-Brieuc > 02 96 78 63 20 argo-asso.com

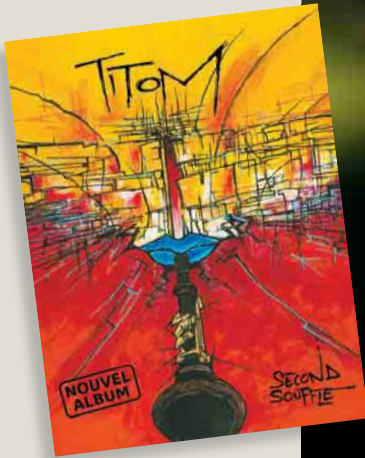
Le département au salon des entrepreneurs

Les 1^{er} et 2 février, Côtes d'Armor développement, l'agence de développement économique du Conseil général, sera au salon des entrepreneurs à Paris. Objectif: mettre en avant l'attractivité du département en termes d'infrastructures, de compétences et de qualité de vie. Ceci afin d'attirer des porteurs de projets, tout en leur proposant un accompagnement sur mesure: mise en réseau professionnel, recherche de locaux, etc. salondesentrepreneurs.com



Bicyclettes nomades

De février 2006 à juin 2008, Chloé et Olivier Quéré, deux jeunes médecins, ont enfourché leurs bicyclettes et sont partis pour un grand périple de 36 200 kilomètres de Plancoët à Plémin... en passant par 40 pays sur quatre continents. Le livre qu'ils en ont tiré est souvent la retranscription de leur carnet de route. Photos, dessins agrémentent la lecture de ce long récit... sans oublier les recettes du monde entier. Aux éditions Jacques Flament, 24,90 € bicyclettesnomades.com



“Second souffle”.
C'est le titre du nouvel album du groupe Titom. L'étui multicolore entre les mains, Thomas Lotout, 28 ans, sonneur de bombarde, présente son nouveau bébé.



PASCAL SAINT-PIERRE

Kroget eo Thomas Lotout da seniñ ar vombarde pa oa 7 vloaz en Sant-Nikolaz-ar-Pelem.

À Bulat-Pestivien, Titom sort son nouvel album, “Second souffle”

Kas an ton gant Titom

- (1) **ograou**: orgue
- (2) **penn a-raok**: d'avant-garde
- (3) **kensoniezh**: harmonie
- (4) **binvioù tos**: percussions
- (5) **namm**: handicap
- (6) **dramm**: drogue

E BREZHONEG MAR PLIJ

Eus Gwengamp da g/Kinshasa gant Titom Selaouit ton “Kinshasa” aozet gant Thomas Lotout ha sonet gant Titom.

EVIT MONT PELLOC'H

Dizoloiñ ha pellgargañ an albom war titombzh.com

“P”renañ ur bladenn zo un doare da stourm. N'eo ket? Se ac'h eus skrivet? Na skrivet ket se. Geo! Skriv! Ret eo paeañ ar sonerien, ar skritelloù, ar produiñ... Album kentañ Titom a oa deuet er-maez e miz Meurzh 2010. Ur raktres din ma-unan e oa, met dre forzh seniñ war leurennoù, gant ar memes sonerien, omp deuet da vezañ ur strollad. Titom eo chomet an anv rakar liv ma c'hrouidigezhioù zo war an tonioù. Bon... a-wechoù n'ouzo ket hag-eñ eo me an hini en deus savet an ton pe hag-eñ eo un

eil stumm diwar un ton am eus klevet a-raok, evel en ton “Pipe Line” da skouer.

Ar pevare titl, “Pet trouz” a zo un doare da zougen bri d'ur c'hantik ha da Jean-Claude Jegat. Seniñ a rae henezh ar vombarde, heuliet gant an **ograou**⁽¹⁾. Marvet e oa e 1982 hag e 1983 on bet ganet. Selaouet 'm eus e bladennoù koulskoude. Ur paotr **penn a-raok**⁽²⁾ e oa-eñ, sklaer e son, bepred o klask **kensoniezh**⁽³⁾. Den ne chom diseblant ouzh ar vombarde. Ha d'ar re ne blij ket, ne blij ket biken.

An ton “Kinshasa” a blij din. Savet em eus anezhañ goude gwelet ur film e sinema Gwengamp diwar-benn Staff Benda Bilili, ur strollad sonerien eus Republik Demokratel Kongo. Poliomieliñ a zo bet gant ar sonerien. N'eo ket aes dezhe evit seniñ gitar pe **binvioù tos**⁽⁴⁾, startijenn a zo gante koulskoude! Abalamour d'o **namm**⁽⁵⁾ int pariaed. Diaes eo o buhez met c'hwezh ar vuhez a vez klevet en o sonerezh. O tont er-maez eus sal ar sinema e oa lusk Afrika en ma fenn, asambles gant levezhañ

reuzedigezh war un dro. Diouzhtu war-lerc'h em eus savet un ton ha lakaet an anv Kinshasa warnañ.

Warlene e oan bet o seniñ en Laruen evit 80 vloaz Marsel Gwilhou (sellit ouzh Côtes-d'Armor Magazine ni. 92). Tro-dro 3 eur noz, e tavarn Didier, e oa un den o kanañ. Un tamm bihan e-barzh e don a blij din. Evet em eus ur bannac'h gantañ ha pres 'oa warnon war-lerc'h da zistreiñ d'ar gêr evit seniñ gant ar fleüt. Laruen Noz am eus anvet an ton-se.

Ha petra a selaouan? Ar Red hot chili peppers eo ma strollad muiañ-karet. Nirvana a selaouan ivez. E-barzh ma gwetur em eus lakaet Pascale Picard, ur plac'h eus bro Gebek a ra folk. Son o gant ar soner akordeoñs Richard Galiano. Son ar pop a blij din, ret eo kaout swing ha groove. E-barzh sonerezh Breizh ez eus un tu 'purist' ha n'eo ket ma stumm da vezañ. Pa sonan daou-ha-daou, n'eus nemet ur reolenn: kas an ton gant ar vombarde ha lakaat an dud da zañsal. Diaes eo evit ar c'horf!

Bep gwech ma vez lakaet un deiziad evit seniñ e vezan laouen. Gwelloc'h c'hoazh pa vez beajoù pell. Cheuc'hoc'h eo evit seniñ e-barzh un eured. Soñj kaer am eus koulskoude eus ur paotr kozh, 90 vloaz e oa marteze, en un eured e Kergrist-Moeloù en hañv tremenet. Plinn en doa dañset. An dro en doa dañset ivez. Brevet e oa an holl dud, met eñ en doa goulennet ur c'host-ar-c'hoad diganimp. Startijenn a oa gantañ sur! Gwelloc'h eo ar sonerezh evit **drammoù**⁽⁶⁾... Re e komzan... Ale, ret eo din mont da begañ skritelloù da vrudañ ar bladenn nevez.”

Stéphanie Stoll



PASCAL SAINT-PIERRE



➤ Découvrez la version française de l'article et écoutez “Kinshasa” sur cotesdarmor.fr

Pages 11/12/13

- **Emplois associatifs locaux**
Les associations ont leurs professionnels
- **Agriculture autonome avec le Cedapa**
Jeanne Brault veut convaincre les agriculteurs

Pages 14/15

- **Une vingtaine d'activités à la MJC de Lamballe**
Peu de moyens et une forte demande
- **Association Cicindèle à Locarn**
L'environnement entre de bonnes mains
- **Monique Le Clézio**
première vice-présidente du Conseil général

Rédaction : Véronique Rolland
Photographies : Thierry Jeandot



Jeanne Brault, animatrice-technicienne, ingénieur agronome, lors d'une formation sur le système herbager dans une exploitation à Glomel.

Emplois associatifs locaux

Les associations ont leurs professionnels

Depuis 2005, le Département finance la création d'emplois associatifs locaux (EAL), destinés à mieux accompagner les associations locales et départementales. Dans une logique de soutien à l'emploi certes, mais également avec le souci du maintien et du développement d'activités nécessaires au territoire et à ses habitants.

“

Les emplois associatifs locaux concernent des associations de niveau communal ou inter-communal, explique Catherine Gallardon, chef du service Emploi et entreprises au Conseil général. Dans ce cas, le financement est assuré pour 1/3 par le Conseil général, 1/3 par la collectivité de référence et 1/3 par l'association. Concernant les emplois associatifs à caractère départemental, comme les comités sportifs, ils sont financés à 50 % par l'association et 50 % par le Conseil général”.

Ce financement a été créé de manière tout à fait volontariste, chaque département décidant librement de son implication dans le financement des associations. Une

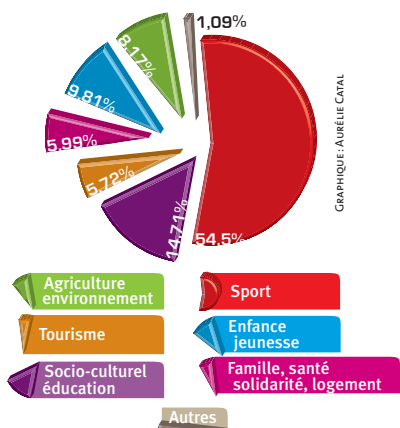




Après des professionnels, les bénévoles doivent également se former pour assumer pleinement leur rôle d'employeur et de porteurs de la stratégie associative.

■ ■ ■ Emplois associatifs locaux

Les associations ont leurs professionnels



367 emplois associatifs locaux

Sport	200
Socio-culturel, éducation	54
Tourisme	21
Famille, santé, solidarité, logement	22
Enfance, jeunesse	36
Agriculture, environnement	30
Autres	4

politique de soutien à l'emploi associatif existait déjà depuis 1999, dans le cadre des "emplois de proximité". Elle a été modifiée et complétée en 2005, lorsque l'engagement de l'État dans le dispositif "emplois jeunes" est arrivé à échéance.

Les Côtes d'Armor comptent aujourd'hui 367 Emplois associatifs locaux, tous en contrat à durée indéterminée. Un chiffre en augmentation sensible en terme de masse budgétaire. "En 2005, le Conseil général investissait 1,2 M€ dans le dispositif, rappelle Christelle Bézard, directrice de l'Économie, de l'emploi et des territoires. En 2011, la dépense prévisionnelle est de 3,1 M€, sachant que l'on dénombre 20 à 30 nouveaux emplois associatifs chaque année".

Une augmentation régulière qui n'est pas tant liée à la multiplication du nombre d'associations, qu'à la montée en puissance de certaines d'entre elles, dont l'activité se développe face à la demande du territoire concerné. Quant à leur répartition, elle répond au souci de disposer d'un maillage relativement harmonieux. Ainsi, à deux ou trois exceptions près, tous les cantons disposent d'EAL. C'est le cas notamment de territoires très ruraux qui relèvent d'une dynamique associative

importante. "La question de la nature de ces emplois est également essentielle, reprend Catherine Gallardon. Dans ce cadre, les emplois administratifs sont rares. Il s'agit avant tout de postes orientés vers le contact avec la population et l'animation du territoire".

La qualification d'abord

Répondre au besoin d'animation du territoire et soutenir la création d'emplois pérennes sont les principaux objectifs de cette politique. Mais on en attend d'autres effets. "On peut considérer que ce soutien financier permet surtout aux associations de se professionnaliser, poursuit Catherine Gallardon. Notamment dans des secteurs qui sont de plus en plus réglementés. Par ailleurs, on observe depuis peu une tendance des associations à mutualiser des emplois, afin de proposer un temps plein tout en bénéficiant d'une animation régulière. L'enjeu est alors de fidéliser des personnels compétents".

On note également que la majorité des associations jouent le jeu du partenariat social en recrutant des personnes en insertion dans le cadre de contrats aidés, tels que les CAE (contrats d'accompagnement dans l'emploi) ou CUI (contrats uniques d'insertion). Dans certaines situations, ces contrats peuvent être basculés vers des emplois associatifs locaux. Mais il s'agit bien là d'un dispositif mis en œuvre au moment de la création d'un poste. Destinés à accompagner le développement des associations tout en les professionnalisant - sans pour autant se substituer aux bénévoles -, les EAL s'adressent à des personnels parfaitement qualifiés, dotés de diplômes universitaires et/ou ayant déjà une expérience professionnelle. Il ne s'agit pas de sous-emplois, les compétences et la qualité demeurent les seuls critères de recrutement.

Une augmentation régulière



Agriculture autonome avec le Cedapa

Jeanne Brault veut convaincre les agriculteurs

Le Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome (Cedapa) est une association regroupant des paysans éleveurs du département, décidés à s'orienter vers une agriculture durable. Parmi les sept salariés, deux emplois associatifs locaux réalisent un travail de terrain auprès des agriculteurs.

Ce jeudi là, rendez-vous est pris à la ferme de Kerangall chez Christophe Le Dantec à Glomel. Pour y accéder, des panneaux indicateurs au titre évocateur : *“En marche vers plus d'herbe”*. Six agriculteurs passent la journée sur l'exploitation, pour une formation au système herbager. La chef d'orchestre, Jeanne Brault, animatrice-technicienne titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome, explique : *“Ce sont des éleveurs qui souhaitent découvrir où renforcer leurs connaissances sur la prairie. Le matin, je reprends avec eux les bases du système herbager : quelle quantité de maïs pour quelle production de lait, quelles prairies semer, comment semer, comment fertiliser... Je donne les grandes lignes techniques et théoriques. Ceux qui participent à cette formation ne sont pas nécessairement adhérents, mais j'en profite pour leur rappeler que nous sommes une association et qu'en tant que telle, elle a besoin de membres pour fonctionner”*.

La matinée se termine autour d'un repas à la ferme, avant de chausser les bottes et d'aller voir concrètement sur l'exploitation la marche à suivre. Les yeux rivés au sol, le petit groupe arpente les pâtures. C'est le moment pour Jeanne Brault de s'effacer derrière les explications de Christophe Le Dantec, tout en étant attentive à relancer et compléter son discours. On évoque la hauteur de l'herbe, les rotations, les variétés de trèfles, l'intérêt de l'avoine, etc. L'animatrice invite son binôme à *“Montrer les parcelles semées avec la fétuque cette année et celles semées l'an dernier, afin de comparer. Expliquer comment les vaches broutent ou pas, en fonction de la périodicité, des sorties et de leur ration”*. Ses connaissances pointues et son sens de la pédagogie servent notablement la sortie de terrain.

Au plus près de la demande

“Après l'école d'ingénieur à Montpellier, j'ai eu un premier poste à la Chambre d'agriculture de Poitiers, puis à la Safer en Guadeloupe, explique Jeanne Brault. Dès le départ, mon objectif était de trouver un poste me permettant de promouvoir une agriculture biologique ou ayant le même esprit. En attendant, on prend ce qu'on trouve...”

En 2003, elle obtient le poste qu'elle recherchait au Cedapa. Embauchée d'abord en contrat emploi jeune, elle voit son poste transformé en emploi associatif local, mais avoue être peu préoccupée par ces considérations administratives. *“Pour moi, l'intérêt réside d'abord dans le fait qu'il s'agisse d'une association. L'idée de base est la recherche d'autonomie, à la fois dans la production et la prise de décision. Comme ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui gèrent la structure, cela me permet d'être pro-*

che de leurs préoccupations. Ce n'est pas un technicien qui détermine ce qu'il faut faire. Je sais que mon action répond réellement à une demande des adhérents qui sont un peu plus d'une centaine”.

S'appuyer sur les adhérents

Sur son secteur du centre et sud des Côtes d'Armor, la technicienne assure le suivi individuel des agriculteurs et les groupes de formation. Elle intervient également dans le cadre d'installations et dans la mesure agri-environnementale. *“C'est une mesure mise en place par le Cedapa qui favorise un système fourrager économe en intrants”*. Il est nécessaire de continuer de la défendre, à la fois auprès des agriculteurs mais aussi auprès des administrations, pour qu'elle continue d'exister. Nous sommes une petite structure avec trois animateurs sur le terrain. Cela dépend beaucoup de notre pouvoir de conviction auprès d'agriculteurs qui rencontrent de nombreux autres techniciens, ces derniers pouvant avoir un discours inverse au nôtre. L'association me permet de m'appuyer sur les agriculteurs adhérents ; on est toujours plus convaincu par un pair !”

(*) Engrais, amendements, produits phytosanitaires.

> 02 96 74 75 50
cedapa.com



Quel type d'associations ?

Départementales	79
Locales	288

Les modalités d'intervention

Concernant les associations locales, le Conseil général prend en charge 1/3 du coût du poste pour un montant maximum de 8 000 euros par an pour un contrat à durée indéterminée à temps complet. Sauf exception, ces emplois sont limités à deux par association.

Un premier jour dans une ferme, le second jour dans l'autre... Jeanne Brault organise constamment ses formations en collaboration avec un agriculteur adhérent de l'association. Des duos de choc qui ont prouvé leur efficacité.





Fabien Lanoë profite du jeu pour amener les jeunes vers d'autres pratiques telles la création de jeux vidéo ou de films d'animation. Des activités qui lui servent à porter des valeurs de partage, de respect et d'entraide.

Une vingtaine d'activités à la MJC de Lamballe

Peu de moyens et forte demande

Avec 300 adhérents et une vingtaine d'activités, la MJC de Lamballe dispose de deux emplois associatifs locaux. L'un à plein temps pour le poste de directeur, l'autre à mi-temps en tant qu'animateur.

Atelier photo, théâtre, cuisine... L'essentiel des activités est encadré par une quinzaine de bénévoles de l'association. Mais faire tourner et évoluer une telle machine nécessite des professionnels de la jeunesse, qui puissent répondre aux demandes du public à temps plein. "Nous ne sommes pas là pour nous substituer aux bénévoles", affirme François Thomas, le directeur. *En tant qu'animateurs, notre rôle est d'être au service de la MJC, pour soutenir ces bénévoles dans leurs actions*. Dans ces fonctions depuis mars 2003, il se réjouit de la possibilité d'accéder aux emplois associatifs locaux. *"C'est une chance pour les associations comme les nôtres de bénéficier d'une vraie professionnalisation. Ce dispositif a permis de faire en sorte que la ville s'engage plus fortement auprès de notre structure. Ce n'est pas évident pour une MJC de dégager la part d'autofinancement nécessaire pour un plein temps, car cela impliquerait des cotisations trop élevées pour les jeunes"*.

C'est la raison pour laquelle Fabien Lanoë se partage entre un mi-temps à la MJC, complété par un autre mi-temps à la cyber-base de Lamballe communauté. Ici, il initie un groupe d'adultes à l'informatique dans le cadre d'un partenariat avec l'UTL (Université du temps libre) et anime des ateliers multimédia pour les jeunes. *"Avec Fabien, nous restons tout de même en nombre trop limité au regard des activités, poursuit François Thomas. C'est pourquoi depuis deux ans, nous avons une personne en Contrat unique d'insertion (CUI). Nous aimerions pérenniser ce poste mais rien n'est moins sûr pour l'instant"*.

De son côté, au dernier étage de la MJC, dans une salle équipée d'une douzaine d'ordinateurs, Fabien Lanoë anime l'atelier multimédia. Ce mercredi-là, place au jeu en réseau avec un petit

groupe de jeunes. *"J'ai le parcours un peu atypique de la plupart des animateurs de MJC, explique l'animateur. J'ai une formation d'analyste-programmeur. J'avais des difficultés à trouver un emploi, alors pour garder le pied dans mon métier, j'ai proposé d'animer bénévolement des cours d'informatique"*.

■ Du bénévole au professionnel

En 2006, devant le succès de l'activité et l'afflux de la demande, la MJC lui propose un Contrat d'avenir. Au cours des deux ans qui suivent, il se forme et obtient un BPJEPS (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport). *"En 2008, la MJC comptait me garder, mais avait peu de moyens. Parallèlement, Lamballe communauté recherchait un animateur multimédia. La communauté de communes finance donc une moitié de mon poste, la moitié restante étant financée par la MJC, la ville de Lamballe et le Conseil général"*.

Du soutien aux bénévoles

À la MJC, Fabien Lanoë ne se cantonne pas au seul rôle d'animateur multimédia. Il est également animateur socioculturel, technicien informatique et accompagne les bénévoles qui encadrent les ateliers de vidéo et de photo numérique. À 32 ans, il est bien loin de sa formation de départ. *"Finalement je ne suis pas déçu de ce parcours. J'adore ce que je fais, mais il faut voir ce que cela donnera dans le temps. Dans le secteur associatif, l'évolution de carrière d'un animateur multimédia est limitée. Hormis directeur de structure, je ne vois pas. Or, je suis moins enthousiaste pour l'administration. Néanmoins, j'aime le milieu associatif car il y a une vraie liberté d'initiative"*.

En attendant, il se tourne avec bienveillance vers Augustin, 13 ans, auquel il apprend les bases de la programmation. Disponible, attentif... Le plaisir de l'animation est toujours bien présent.

> 02 96 31 96 37
mjc-lamballe.pagesperso-orange.fr



Association Cicindèle à Locarn

L'environnement entre de bonnes mains

Responsable de la Maison du patrimoine gérée par l'association Cicindèle à Locarn, Ronan Le Mener est entouré de deux collaboratrices. Ils sont ainsi trois salariés en contrat emploi associatif local à contribuer fortement à l'animation du territoire.

Comment l'association a-t-elle évolué en termes d'activités et de personnel?

Roland Le Mener: L'association a démarré en 1988, comme un comité d'animation locale. Très vite, un permanent s'est avéré nécessaire et un premier poste a été créé en 1990 sous forme de contrat aidé (Tuc ou Ces), concrétisé en 1993 par un premier emploi en CDI à plein temps, devenu alors emploi de proximité. L'idée était de réaliser des animations et visites sur le site des landes de Locarn et de travailler à la création d'une structure d'animation, la Maison du patrimoine. Elle a été inaugurée en 2000 et abrite une exposition permanente, une salle d'exposition temporaire et une salle pédagogique.

Sa création a-t-elle conduit au renforcement du personnel?

Roland Le Mener: En effet, j'ai été embauché quelques mois plus tard. Je suis responsable de la gestion administrative et comptable de la Maison du patrimoine, je réalise des animations nature pour les scolaires et j'interviens dans la gestion et la préservation des landes de Locarn avec le service des espaces naturels du Conseil général. Aujourd'hui, nous sommes une équipe de trois salariés à temps plein.

Quels sont vos formations et domaines de compétences?

Roland Le Mener: Je suis titulaire d'un DESS de gestion des milieux naturels. Léna, avec un DEA d'histoire et ethnologie s'occupe de la conception des expositions, des animations scolaires et des sorties grand public. Quant à Mathilde, titulaire d'un BTS gestion et protection de la nature, elle est essentiellement axée sur l'animation scolaire.

Avec de tels bagages universitaires, d'autres filières étaient-elles envisageables?

Roland Le Mener: Léna et moi avons commencé en tant qu'emplois jeunes, mais il faut être réaliste. Il y a dix ans, nos formations ne débouchaient que sur ce type d'offres, car ce sont les collectivités et les associations qui ont créé ces profils d'emplois liés à l'environnement et au patrimoine. Ces dernières ont saisi l'opportunité d'embaucher des personnes qualifiées grâce aux aides et cela a permis de pérenniser des emplois qui n'avaient pas de rentabilité. C'est le cas dans les domaines culturel, social, environnemental. Sans aide ni volonté politique locale, ces emplois ne pourraient pas être financés.

Être en contrat EAL a-t-il un sens pour vous?

Roland Le Mener: Je ne me présente jamais en tant qu'emploi associatif. Je suis un professionnel et le dispositif de financement de mon poste est annexe. Cela ne change rien à la qualité de notre travail. Il est vrai que le financement de nos postes dépend d'une politique départementale. Mais j'ose espérer que cette politique est fiable. Par ailleurs, nous essayons de faire en sorte que les actions que nous menons ne puissent pas être remises en cause d'un claquement de doigt. Quoi qu'il en soit, dans certaines circonstances, je trouve logique que les collectivités aident les associations, d'autant que nous ne pouvons faire entrer les 20 000 ou 30 000 € nécessaires pour chaque poste. Si la collectivité est sur une politique environnementale bien affirmée, il est juste qu'elle soutienne une structure comme la nôtre. Nous ne sommes pas là pour faire du business, mais pour proposer un service et compléter ceux qui ne sont pas offerts par ailleurs.

> 02 96 36 66 11
patrimoine-locarn.org



Diplôme d'études supérieures spécialisées, Diplôme d'études approfondies et Brevet de technicien supérieur, le jeune trio de la Maison du patrimoine offre à l'association Cicindèle des compétences à la hauteur de ses enjeux.

Monique Le Clézio

première vice-présidente du Conseil général en charge de l'agriculture, du partenariat territorial, de la recherche et de l'innovation



“Le seul département à proposer un dispositif aussi ambitieux et aussi bien doté”

Pourquoi avoir modifié votre soutien aux associations en 2005?

L'esprit était le même depuis 1999, mais nous avons élargi et consolidé le dispositif, tout en confortant les associations dans la continuité. L'objectif premier demeure l'emploi, car il s'agit de professionnels recrutés dans le cadre de CDI. Cela permet également de renforcer la professionnalisation et donc l'accompagnement du milieu associatif dans les missions qu'il exerce sur les territoires. Enfin, à travers ces conventions tripartites, nous invitons les collectivités locales de bases à s'impliquer dans la vie de leurs associations, ce qui nous semble essentiel.

Quelle est la spécificité de ces emplois en Côtes d'Armor?

Nous aurions pu décider de ne soutenir que des associations à vocation départementale. Or, nous accompagnons également les associations locales. Nous sommes quasiment le seul département à proposer un dispositif aussi ambitieux et aussi bien doté financièrement. Certains optent uniquement pour les associations départementales, certains secteurs d'activités, voire limitent leur aide dans le temps...

Devant les difficultés financières des Départements, les EAL pourraient-ils être remis en cause?

Pour l'heure, il n'en est absolument pas question. Nous sommes convaincus que ce dispositif représente un levier économique sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, nous considérons que dans un département comme le nôtre, la richesse de la dynamique associative est une valeur de démocratie qui doit être préservée. L'emploi, le soutien au milieu associatif et le partenariat avec les collectivités locales sont les piliers de cette politique.

Des diagnostics "innovation" par des seniors

La délégation costarmoricaine de l'association Ecti (Échanges et consultations techniques internationales) propose depuis peu des diagnostics "innovation" aux entreprises. Ce service d'audit et de conseil est assuré par une équipe de seniors bénévoles. Par ailleurs, Ecti réalise des interventions de conseil et d'accompagnement multidisciplinaires auprès des entreprises, administrations, collectivités et associations.

Pierre Maillard (délégué 22)
 > 06 82 15 74 27
 ecti-22@orange.fr
 ecti.org

Diminution de l'intérim

Les premières victimes de la crise sont souvent les travailleurs intérimaires. Ainsi, avec 5 882 emplois équivalents temps plein au 30 juin 2011, l'intérim est en repli de 7,9 % sur un an en Côtes d'Armor. Tous les secteurs d'activités sont concernés, notamment celui des services (-9,6 %) et plus particulièrement les services aux ménages (-13,2 %). Le recul du secteur industriel (-9,1 %) résulte surtout de la forte baisse des effectifs intérimaires dans l'agroalimentaire (-14,5 %).

Source : Directe Bretagne
 Côtes d'Armor développement



Des animaux et des hommes

Le vendredi 27 janvier de 21 h à 22 h 30, en direct sur amortv.fr depuis le Centre forêt bocage de la Chapelle-Neuve, l'émission Les Frères Jean abordera une question fondamentale : est-ce sans danger que notre civilisation s'éloigne du monde animal ? Entre autres invités pour en parler : Jean-Paul Prigent, maire de La Chapelle-Neuve, et François de Beaulieu, écrivain et chroniqueur naturaliste au Télégramme.

amortv.fr

Installation en agriculture Un guichet unique pour les candidats

Plus toujours évident de savoir à qui s'adresser et comment s'y prendre lorsque l'on souhaite s'installer en agriculture. C'est pour cette raison qu'existe depuis janvier 2009, à la Chambre d'agriculture, un Point info installation. "C'est un guichet unique qui permet de conduire un parcours d'accompagnement sur mesure pour chaque candidat à l'installation", résume Michel Caingnard, responsable installation et transmission à la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor.

Ainsi, en 2010, sur 318 personnes qui se sont rapprochées du Point info installation, 185 ont suivi un parcours de professionnalisation assuré par la Chambre d'agriculture, le Syndicat des jeunes agriculteurs, le Groupement des agriculteurs biologiques (Gab) et Agriculture paysanne. "Le rôle du Point information est d'évaluer où en est la personne dans son projet, si elle a besoin d'accompagnement, et surtout si elle est vraiment prête et suf-

fisamment mûre pour entrer dans un parcours de professionnalisation".

Au final, en 2010, ce sont 120 personnes qui se sont installées à l'issue du parcours de professionnalisation. "Nous avons mis en place ce dispositif en partant du constat que le profil des jeunes agriculteurs a considérablement évolué. Ainsi, il y a 20 ans, l'âge moyen à l'installation était de 27 ans contre 30 ans aujourd'hui. Les candidats à l'installation sont mieux formés et ont des expériences professionnelles très diverses. On observe même de plus en plus de gens qui s'installent après 40 ans. Il va sans dire qu'ils n'auront pas les mêmes besoins en accompagnement que des jeunes qui sortent de l'école. C'est ce qui justifie la personnalisation du parcours. Suite à un entretien de positionnement, on fait le point sur les besoins en compétences de la personne".

Preuves encore que les profils évoluent : parmi les nouveaux agriculteurs à s'installer, 20 % ne sont pas du milieu agricole et 40 % des installa-



tions se font après des tiers (c'est-à-dire d'autres personnes que les parents) contre 20 % il y a 20 ans. Précisons enfin qu'on observe en Côtes d'Armor une stabilité du nombre d'installations depuis 2005, après une diminution par trois en l'espace d'une vingtaine d'années.

Point info installation,
 ouvert de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
 Maison de l'agriculture
 avenue du Chalutier-sans-Pitié à Plérin
jemelanceenagriculture.com

> N° Indigo 0 820 22 29 35

Mizenboîte créée à Pordic

L'emballage carton sur mesure

Créée en juillet dernier, l'entreprise Mizenboîte, à Pordic, est issue du rachat de l'activité "packaging" de SH Imprimeurs par l'agence de conseil en communication Sucre Salé (Tréméloir). "Sucre Salé travaillait depuis 2000 avec SH Imprimeurs sur la réalisation de produits de packaging. Lorsque j'ai appris la liquidation, il m'a donc semblé opportun de faire une proposition de rachat", indique Thierry Lominé, gérant de Sucre Salé et de Mizenboîte. Sur les 12 salariés que comptait SH Imprimeurs, cinq font désormais partie de Mizenboîte, "dont trois sont devenus actionnaires de l'entreprise", précise le gérant.

Mizenboîte est spécialisée dans la conception et l'impression d'emballages secondaires : cartons, fourreaux très particuliers, étuis, coffrets, présentoirs, etc. "On mise sur le sur-mesure, avec des courts et moyens tirages allant de 300 000 à 100 000 exemplaires", explique Thierry Lominé.

Les clients, principalement basés dans la région, sont des entreprises agroalimentaires, cosmétiques, des collectivités, des artisans, des laboratoires, etc. "Nous essayons au maximum d'être force de proposition. Les clients viennent nous voir avec un



Thierry Lominé, gérant de Mizenboîte, une société née du rachat de l'activité "packaging" de SH Imprimeurs à Pordic.

objet. À partir de là, nous leurs faisons des propositions créatrices".

À sa création, Mizenboîte a bénéficié de l'aide Créarmor du Conseil général (13 000 €), ainsi que d'un prêt à taux zéro et un parrainage d'Armor Initiatives et du réseau Entreprendre en Bretagne. "Sans ces soutiens le projet n'aurait pu prendre forme", reconnaît Thierry Lominé, qui regrette en revanche que la frilosité des banques ne lui permette pas aujourd'hui de racheter le bâtiment occupé par Mizenboîte. "L'apport demandé par celles-ci est trop important. C'est un handicap dans notre développement, car des travaux d'iso-

lation et de couverture sont devenus essentiels pour réaliser des économies d'énergie et préserver la qualité de travail des salariés. Je suis donc à la recherche d'un organisme financier susceptible de m'aider à acquérir ce bâtiment".

> 06 81 41 37 28
 > 02 96 78 39 34
thierry.sucre@free.fr

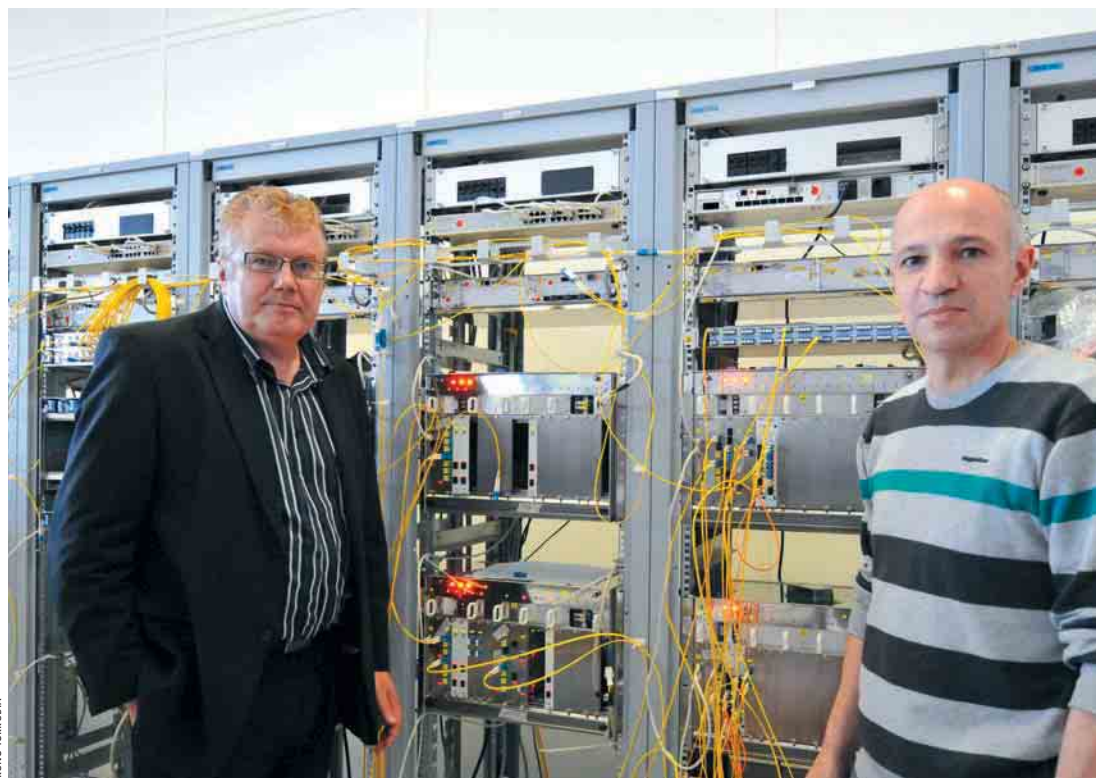


Transport à très haut débit à Lannion



La belle croissance d'Ekinops

Proposant des solutions pour augmenter les capacités de transport des fibres optiques, la société lannionnaise Ekinops, 65 salariés, créée en 2003 par deux anciens ingénieurs d'Alcatel, a multiplié son chiffre d'affaires par 13 entre 2006 et 2010.



BRUNO TORRELLA

“ Notre activité consiste à développer et commercialiser des solutions de transport à très haut débit sur fibre optique”, résume François-Xavier Ollivier, directeur des opérations et co-fondateur d'Ekinops avec Jean-Luc Pamard.

Concrètement, Ekinops intervient à la sortie des concentrateurs ADSL, là où convergent les lignes téléphoniques des abonnés. Ces lignes sont ensuite reliées à une fibre optique qui récupère l'information. C'est sur cette fibre qu'Ekinops va agir pour augmenter sa capacité de transport en données. Une intervention rendue nécessaire par l'évolution des modes de consommation. “Depuis des années, les débits ne cessent d'augmenter”, explique François-Xavier Ollivier. Il y a eu le téléphone, puis l'internet, puis la télévision haute définition, bientôt la 3D. L'autre raison de l'explosion de la demande en capacité est le développement du téléphone mobile. Au début, on se contentait de passer des coups de fil, puis il y a eu l'accès internet, l'échange de vidéos, etc. Comme pour les concentrateurs ADSL, les antennes relais sont reliées à une fibre optique qui récupère l'information”.

Marché sous-marin

L'avantage de la technologie développée par Ekinops est qu'elle permet d'augmenter la capacité de transport de fibres optiques vieilles de plus de 30 ans, évitant ainsi des coûts considérables en terme de génie civil s'il fallait les remplacer.

Ekinops vient même de sortir un produit 100 gigabits permettant de multiplier par dix la capacité de transport par rapport à la technologie existante. “Ce produit nous ouvre les portes du marché sous-marin. Il est capable d'augmenter la capacité de transport de plus de 10 000 km de câble sous-marin, simplement en remplaçant un transpondeur à chaque extrémité du câble. C'est là toute la beauté de la solution optique que l'on utilise”

Les clients d'Ekinops ? Des gros opérateurs internet et de téléphonie en France et à l'étranger. Surtout à l'étranger en fait, puisque la société exporte à 90 %, principalement aux USA et en Europe de l'Est. “Les opérateurs aux États-Unis veulent avant tout un produit et un niveau de prix qui correspondent à leurs besoins. Ils ne se soucient guère de la taille de l'entreprise”.

Pour autant, avec sa nouvelle technologie 100 gigabits, Ekinops espère bien séduire les opérateurs français. “Quand on avait commencé le 10 gigabits, on n'était pas connu”, raconte François-Xavier Ollivier. Pour être reçu, il fallait s'armer d'une bonne dose de courage ! Aujourd'hui, l'entreprise a un passé, et quand on parle du 100 gigabits, les portes s'ouvrent beaucoup plus facilement. Les gros

opérateurs expriment un intérêt pour notre produit qui est très différent de ce que fait la concurrence. On entre à présent dans une phase qui est très stimulante. On sent qu'il y a une attirance du marché pour cette nouvelle technologie, ce qui donne un nouveau souffle à la société”.

Ceci dit, du souffle, Ekinops n'en manque pas. L'entreprise a en effet vu son chiffre d'affaires passer de 1 M€ en 2006 à 13 M€ en 2010. Ce qui lui a valu de recevoir récemment le prix Deloitte récompensant les sociétés à forte croissance, sur la base de l'évolution du chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années.

Dans le même temps, l'entreprise voit ses effectifs augmenter de 10 % par an. “Nous recrutons des ingénieurs, mais aussi des commerciaux, car aujourd'hui la donne est simple : plus nous avons des personnes sur le terrain, plus on vend”. Et sur les 65 salariés qu'emploie Ekinops, 45 sont à Lannion dans les services administratifs et le développement, tandis que 20 commerciaux sont répartis entre les USA et l'Europe.

Laurent Le Baut

François-Xavier Ollivier, directeur des opérations, et Jean-Luc Pamard, directeur du développement, tous les deux anciens ingénieurs d'Alcatel, ont co-fondé Ekinops en 2003.

“Les débits ne cessent d'augmenter”

CONTACT

Ekinops
3 rue Blaise-Pascal
22300 Lannion
> 02 96 05 00 30

Trois questions à deux associations de femmes

Mampreneurs et Par'elles

L'égalité professionnelle femmes hommes, grande cause nationale 2012? Les femmes représentent 51,7 % des Costarmoricains. N'est-il pas temps qu'elles prennent la place qui leur revient? Côtes d'Armor a posé les mêmes questions à deux associations costarmoricaines, Mampreneurs et Par'elles.

Quels sont les objectifs de votre association?

Aurélie Collet de Mampreneurs: Mampreneurs est un réseau de femmes chefs d'entreprise inspiré des USA, où ce lobby a des émissions de télé, de radio et des magazines. On compte 44 adhérentes en Bretagne où l'antenne est née en janvier 2011. Les Breizh mams ont en moyenne 36 ans, deux enfants, travaillent à 83% chez elles, 79% ont un site internet, 41% un blog et 80% ont investi les réseaux sociaux. Conciliation des vies professionnelle et familiale nous rassemble. Lors des mamcafés mensuels, nous partageons idées et expériences, difficultés et réussites. C'est rassurant car nous travaillons souvent seules. Nous sortons ainsi de notre isolement. Nous nous sentons plus fortes ensemble. Nous échangeons sur nos forums, les blogs, le site de nos produits. Une fois l'an, une convention nationale rassemble 250 femmes chefs d'entreprise.



MADINE COURT

Aurélie Collet
de l'association
Mampreneurs.

Nolwenn Brunel de Par'elles: Lieu de paroles, d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques professionnelles, l'association Par'elles réunit des femmes des Côtes d'Armor, en responsabilité dans les secteurs public, privé, associatif et politique. Nous portons un autre regard sur le management, l'articulation des temps de vie et l'engagement des femmes.

Les personnes qui ont des responsabilités souffrent parfois d'isolement. Et nous voulons donner une visibi-

lité et une légitimité à ces femmes afin qu'elles prennent la place qui leur revient.

Quelles difficultés rencontrent les femmes pour monter un projet, une entreprise? En rencontrent-elles plus que les hommes?

AC: Les femmes représentent 47% de la population active française mais seulement 33% des créateurs d'entreprise: elles sont pourtant aussi nombreuses qu'eux à vouloir se lancer! Une femme a du mal à accéder aux prêts bancaires avec 30% de plus de refus que les hommes. La femme aborde l'entrepreneuriat avec des freins: les enfants et ses propres blocages. Leurs "pires alliées": la peur d'échouer, de prendre des risques, la difficulté à vendre. Elles n'osent pas, manquent de confiance en elles, d'affirmation et de conviction pour imposer leur business. Elles ne franchissent pas toujours le pas. Pourtant, des études montrent que les entreprises gérées par des femmes sont plus pérennes en ces temps de crise.

NB: Les femmes rencontrent les mêmes difficultés que les hommes, mais une femme qui monte un projet rassure moins qu'un homme, et elle doit faire preuve de plus de caractère et de volonté pour y arriver. Les accès aux prêts étant plus difficiles, leurs projets sont de taille plus modeste.

Comment faites-vous avancer la cause des femmes?

AC: En se réunissant, les femmes échangent, prennent confiance en elles, se libèrent. Elles confrontent leurs difficultés ou interrogations à un moment de la gestation d'un projet, de la création ou du développement de leur entreprise.

En cette période de fin d'année et donc des bilans, les Breizh mams me disent: *"Si les Mampreneurs n'avaient pas été là, je n'aurais pas avancé dans mon entreprise!"*

NB: On peut faire avancer la cause des femmes en donnant l'exemple de l'intégration et de la réussite à nos enfants (filles ET garçons) et autour de nous. Sans les accompagner, nous encourageons les femmes qui créent, faisons intervenir notre réseau solidaire et avons un regard bienveillant. Les espaces collectifs d'expression, de partage de pratiques et de difficultés aident à prendre du recul et à surmonter les difficultés.

Passer à l'action est le seul moyen pour lutter contre les peurs, les craintes, les difficultés et les échanges au sein du groupe donnent le ressort nécessaire à l'action.

Nous ne parlons pas de combattre pour l'égalité, de lutter contre... mais d'agir pour, de faire avec. C'est une vigilance de chaque instant que de contourner les idées reçues qui nous font.

Propos recueillis par Joëlle Robin

les-mompreneurs.com
reseau-parelles.fr



BRUNO TORRUBIA

Nolwenn Brunel
de l'association
Par'elles.

PHILIPPE JOSSELIN



L'entreprise affiche aujourd'hui 20% de croissance.

À Quévert, la discrète entreprise Armor Méca poursuit son expansion. Spécialisée dans la fabrication de pièces métalliques de très haute technologie, principalement pour l'aéronautique, elle profite notamment de la bonne santé d'Airbus. Elle s'est récemment diversifiée... en produisant des clubs de golf.

Mécanique de précision à Quévert

Décollage réussi pour Armor Méca

L'entreprise est une vraie fourmilière. Les blocs de métaux sont réceptionnés pour être travaillés dans la masse et devenir des pièces extrêmement sophistiquées et robustes. "Nous réalisons toutes les pièces complexes, tous les moutons à cinq pattes. Plus c'est compliqué, plus ça nous intéresse, comme des turbines par exemple, la pièce sans doute la plus difficile à réaliser. Et puis il y a le travail des matériaux, des métaux très spécifiques, comme le titane par exemple ou encore les 'superalliages' que sont l'aluminium, l'aluminium lithium et le cupro-aluminium", confie Sébastien Colas, 33 ans, co-gérant de l'entreprise avec son frère Olivier. Parce qu'elle se doit d'être très réactive, Armor Méca travaille sept jours sur sept, avec une équipe pour les vendredis, samedis et dimanches. Elle est capable de répondre à une commande urgente en 48 heures. Grâce à des outils tels que la simulation isométrique, les pièces sont garanties zéro défaut, et la résonance vibratoire permet de réaliser les formes les plus complexes dans un cycle réduit. L'entreprise, créée en 1965 en région parisienne, s'est installée en 1972 à Quévert et a été reprise par Bernard Colas, le père des deux dirigeants actuels. "Mon père a pris sa retraite en 2008 et mon frère Olivier et moi-même avons pris la relève", explique Sébastien Colas. Le cœur de métier

de l'entreprise est l'usinage de précision, à 80 % pour l'aéronautique. "Nous réalisons des pièces de structure pour toute la gamme d'Airbus, de l'A320 à l'A380, pour l'ATR, le Rafale, le Falcon... nous couvrons un gros portefeuille de clients, avec aussi le secteur militaire - missiles, systèmes de sonars pour des sous-marins, des frégates et des hélicoptères, sans oublier le satellite Globalstar ou encore la fusée Ariane V. Nous avons toujours travaillé dans des domaines très pointus".

De l'A 380 à Ariane V

La deuxième entreprise de Bretagne dans son secteur

Armor Méca est ainsi, avec 85 salariés, la deuxième plus grosse entreprise de mécanique de précision de Bretagne, s'appuyant sur un savoir-faire que beaucoup lui envie. Elle affiche aujourd'hui 20 % de croissance. Elle investit dans de nouvelles machines (*) et elle embauche. De ce côté-là, elle peine à trouver du personnel qualifié, alors elle forme en interne. "Si des candidats sont intéressés, qu'ils n'hésitent pas à nous envoyer leur CV", précise Sébastien Colas. Récemment, Armor Méca s'est positionnée dans une production pour le moins surprenante. "Olivier et moi sommes des passionnés de golf. Aussi nous avons voulu allier cette passion à notre métier. C'est ainsi que nous

nous sommes mis en tête de fabriquer des clubs de golf en créant la marque Argolf en 2009. Nous avons d'abord développé une gamme de putters et

nous sommes en train de travailler sur une gamme de fers". Pour autant, devant la récente reprise du secteur aéronautique,

l'entreprise est très sollicitée de ce côté-là et les deux frères ne peuvent se consacrer comme ils le voudraient à Argolf, qui progresse moins vite que les autres secteurs. Et la crise est passée par là : "Nous avons perdu 26 % de chiffre d'affaires en 2010, pour n'atteindre que 5,6 M€, conclut Sébastien Colas. Fort heureusement, nous devrions faire le double cette année". Airbus, le plus gros client, représente 35 % de ce chiffre.

Bernard Bossard



SA ARMOR MÉCA

1 rue du Jardin - ZI de Dinan
22100 Quévert
> 02 96 87 33 80
armor-meca.com
contact@armor-meca.com

Activité : usinage de très haute précision de pièces en titane et en superalliages pour l'aéronautique civile et militaire, le spatial, la défense et les industries de l'énergie.

Effectifs : 85 salariés

Chiffre d'affaires 2011 : 11 M€.



(*) En 2008, Armor Méca a bénéficié d'une aide du Département pour l'acquisition d'un centre d'usinage cinq axes.

PHILIPPE JOSSELIN



Le Gab d'Armor

Pour la promo de l'agriculture bio

La bio, c'est quoi ?

Un produit biologique est issu d'un mode de production qui exclut l'utilisation de produits chimiques de synthèse, en conciliant au maximum l'équilibre sol-plante-animal, les cycles naturels, l'aménagement équilibré du territoire, le respect de l'environnement et du bien-être animal. Les agriculteurs qui s'engagent sont soumis à une obligation de moyens, traduite dans des règlements européens et nationaux, et garantie par une certification dont la mention figure sur leurs produits.

La Maison de l'agriculture biologique (Mab)

La Mab poursuit les actions du Gab en répondant aux questions des membres engagés dans toutes les filières, soit quatre collèges : producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et associations environnementales. Elle propose ses services dans le domaine des circuits courts, en sensibilisant les consommateurs et en soutenant les producteurs pour leur assurer des débouchés. Cela passe par l'intégration du bio dans la restauration collective et les cantines scolaires. Les collectivités sont accompagnées et le travail des cuisiniers orienté vers des produits locaux de saison. Elle maintient aussi un état de biovigilance sur les marchés bio, en informant les mairies. Enfin les consommateurs trouveront les adresses des producteurs bio des Côtes d'Armor dans un livret, *Où consommer bio dans les Côtes d'Armor*, disponible sur simple demande à la Mab 22 et dans les offices de tourisme.

> 02 96 74 75 65
a.perrin@agrobio-bretagne.org

Claire Salvignol (EARL)
Au four à pain dans son
atelier à Hénansal.

Depuis plus de 20 ans, le Gab d'Armor fédère les agriculteurs biologistes des Côtes d'Armor, département breton à la pointe dans ce domaine. Cet organisme militant développe les productions bio, défend les producteurs auprès des pouvoirs publics et garantit des produits sains aux consommateurs.

Depuis trois ans, la bio est en forte progression. C'est le cas dans notre département avec 403 producteurs impliqués, soit 4 % des fermes et 3 % de la surface agricole utile. "Trois raisons à cela, explique Yann Yobé, producteur de lait et de blé à Saint-Alban, administrateur au Gab(*) et président de la Mab (voir ci-contre). La crise du lait en agriculture conventionnelle, l'effet Grenelle, et l'homogénéisation des cahiers des charges au plan européen". Pour Yann, ces raisons en ont poussé beaucoup à franchir le pas vers la bio et à adhérer à l'association. "Une démarche volontaire", précise Hervé Talbourdet, co-président du Gab lui aussi. Le Gab, affilié à la Fnab, Fédération nationale de l'agriculture biologique, est reconnu et agréé comme organisme formateur ; ses trois techniciens sont habilités à former, informer et accompagner les agriculteurs adhérents et ceux qui sont

intéressés par une conversion de leur exploitation. "Première étape, apporter des réponses sur la réglementation bio et aborder les modifications à apporter. Proposer une première visite gratuite sans engagement, puis des démonstrations de techniques alternatives, des portes ouvertes dans des fermes, explique Véronique Fraissenet, coordinatrice au Gab. Nous participons régulièrement à des foires et salons et écrivons dans 'Symbiose', le magazine qui relie les agrobiologistes de Bretagne".

Sensibiliser et promouvoir

Le Gab d'Armor est aussi un syndicat de défense des producteurs bio. "En 2006, nous n'avons pas hésité à jeûner à tour de rôle sous les halles de Saint-Brieuc, aux côtés du Cedapa et de la Confédération paysanne, pour nous opposer à la réforme des DPU, Droits à paiement unique. Le



Yann Yobé et Hervé Talbourdet.

calcul des aides ne nous paraissant pas juste, puisque les producteurs de maïs touchaient plus de fonds que les producteurs d'herbe, explique Yann. Même chose pour le crédit d'impôt à l'agriculture biologique obtenu par le réseau Fnab, qui, contrairement aux autres aides agricoles, est calculé à l'exploitation et non à l'hectare, plus équitable pour les petites exploitations".

Si le volet énergie et les aspects éthique et social font partie de la réflexion du Gab, à travers la marque Biocoherence, ce dernier est présent également au plan européen, via sa tête de réseau, notamment sur le sujet du cahier des charges de la bio. "Car l'harmonisation des différents cahiers des charges tire les exigences de la bio plutôt vers le bas", ajoute Hervé Talbourdet. Parallèlement, le Gab s'investit dans des programmes de recherche en grandes cultures et en élevage. Il est présent dans les réunions pour la lutte contre les algues vertes. Saint-Brieuc agglomération, le Conseil général, le Conseil régional, l'Europe et l'Agence de l'eau apportent leur soutien financier à ce système agricole dont l'approche globale n'est pas seulement respectueuse de l'environnement, mais fournit des produits de qualité aux consommateurs.

Joëlle Robin

(*) Gab d'Armor, Groupement
des agriculteurs biologistes 22, Plérin
> 02 96 74 75 65

Fiches techniques disponibles sur
agrobio-bretagne.org
gab22@agrobio-bretagne.org



Université du temps libre

Retour sur les bancs de l'école

La première Université du temps libre (UTL) est née à Toulouse vers 1970. Et Rennes a créé l'association pour l'Université du 3^e âge de Bretagne en 1975. Objectif : sortir les personnes âgées de l'isolement. Et plus largement, proposer une formation de qualité à tous ceux qui disposent de temps libre. Rencontre avec des personnes engagées dans trois UTL des Côtes d'Armor.

Sur les 45 UTL bretonnes, treize antennes costarmoricaines sont ouvertes aux personnes de toutes les générations et tous les horizons. "La présidence de l'UTL Bretagne étant assurée, à tour de rôle, par le président d'une université bretonne, les programmes proposés offrent une grande qualité, explique Annick Le Chanu, présidente de l'UTL de Saint-Brieuc, intervenant elle-même en littérature. La plus ancienne UTL costarmoricaine a vu le jour à Dinan. Celle de Saint-Brieuc compte 670 adhérents. Nos activités vont des conférences aux cours en passant par les ateliers et les voyages. La cotisation annuelle est de 46 €. Autour de 100 personnes assistent aux conférences au Club 6, au campus universitaire Mazier ou encore au collège Le Braz dotés d'amphithéâtres. Près de 400 personnes, 40 par matière, sont inscrites en histoire, histoire de l'art, des religions, langues étrangères, littérature, philosophie, musique". Les activités ont lieu en centre-ville, le public, des jeunes et moins jeunes

retraités, se déplaçant surtout à pied. "Les conférenciers se mettent à la portée du public. Récemment nous avons eu un exposé très clair sur les nanotechnologies". Les conférences sont souvent des prétextes de sorties et de rencontres.

Retrouver une identité sociale

"À Guingamp, le brassage culturel et social est important parmi nos 400 membres, commence Jacky Éouzan, président de l'UTL locale depuis un an. Par le nombre, c'est la deuxième association de la commune après EAG (En Avant de Guingamp). Nous avons reçu un astrophysicien, un professeur de droit qui a parlé de l'humour. Nous avons créé des cercles de travail sur la musique, l'histoire de l'art, la lecture où les personnes lisent et commentent un ouvrage. Nos voyages ont toujours un objectif historique comme celui sur les traces de Chateaubriand. Un groupe recense les points d'eau, les fontaines autour de Guingamp. Et la cotisation de 30 € par an reste modeste".

La plus grosse UTL costarmoricaine est à Loudéac et compte 700 adhérents. Jean-Guy Poilpré, son président,

apprécie son autonomie. "Une commission de dix personnes choisit les thèmes des conférences. L'UTL de Bretagne nous propose des idées et nous avons des rencontres régulières avec les autres UTL. À Loudéac, la municipalité nous prête gracieusement les salles. Ainsi, nous pratiquons une faible adhésion, 30 € et nous avons même des salaires. Les nouveaux retraités ont des attentes. Ils sont encore très actifs, avides d'apprendre et en bonne santé. D'où l'offre de qualité. À cela, nous avons ajouté des ateliers pratiques, en informatique, sur la mémoire, la sécurité routière et, chose primordiale, nous so-

ignons l'accueil des nouveaux arrivants".

Approfondir sa culture, enrichir son savoir, se tenir informé des découvertes de la science, s'initier aux nouvelles technologies, entretenir son patrimoine intellectuel dans des disciplines très différentes, sont les bénéfices de cette mission d'éducation permanente. Elle contribue aussi à occuper sa retraite, à se sentir utile et reconnu et à retrouver une identité sociale.

Joëlle Robin



Annick Le Chanu avec Henri Godard lors de la conférence sur Céline, l'écrivain.

Les 13 UTL du 22

Châtaudren
chataudren.fr/fr/association-actualite/870/793/universite-temps-libre
Dinan
utl-dinan.net
Guingamp
utl22200.site.voila.fr
Lamballe
utl-lamballe.fr
Lanvollon - Plouha
utl-lp.perso.sfr.fr
Loudéac
perso.orange.fr/utl.loudeac
Paimpol
utlpaimpol.over-blog.com
Pléneuf-Val-André
utlcotedepenthievre.fr/
Pontrieux
utl.dutrieux@laposte.net
Rostrenen (Carhaix, Gourin)
utlcob.e-monsite.com/pages/l-universite-du-temps-libre-c-est-quoi.html
Saint-Brieuc
utl.saintbrieuc.pagesperso-orange.fr
Sud-Goëlo (Étables)
utl.sud-goelo.info/
Tréguier
utl.paysdetreguier.over-blog.com



THIERRY JEANDOT

Lydie Tréhorel, de Quessoy

Socio-esthéticienne par passion

Après avoir exercé 25 ans comme aide-soignante, Lydie Tréhorel, 48 ans, est devenue socio-esthéticienne. Un métier encore peu connu qui consiste à donner des soins esthétiques à des personnes fragilisées. Objectif : apporter du bien-être et restaurer l'estime de soi.

“

Ce sont les patients qui m'ont amenée à prendre ce chemin. Plus qu'un métier, c'est une passion. Par le toucher, la parole, les attitudes, il m'a semblé que l'on pouvait créer un espace où tout est réuni, et ainsi contribuer à rendre de la joie, du plaisir et du désir de vie. Lydie Tréhorel a démarré comme socio-esthéticienne en janvier 2008, après avoir exercé en tant qu'aide-soignante pendant 25 ans. *"J'ai décidé d'aller vers la socio-esthétique après avoir lu dans le regard des personnes beaucoup de mal-être dû à la détérioration de leur image corporelle"*, raconte celle qui, après un CAP d'esthéticienne, a suivi le cours d'esthétique à option humanitaire et sociale du CHRU de Tours, avant de compléter son cursus par une formation de conseillère en image.

Spécialisation de l'esthétique, la socio-esthétique est une profession à part entière s'adressant aux personnes fragilisées par une atteinte de leur intégrité physique (maladie, handicap, vieillesse) ou psychique. Objectif : apporter bien-être et déten-

te, restaurer l'estime de soi et la dignité, redonner confiance, rassurer. *"On est à la fois dans le médical et le social. C'est un soin destiné à toute personne fragilisée physiquement, psychologiquement ou socialement"*. Concrètement, Lydie intervient dans trois établissements pour personnes âgées dépendantes du département : Moncontour, Ploeuc-sur-Lié et Plesala. Mais aussi auprès de personnes handicapées du centre hélio-marin de Plérin, ou encore dans les centres sociaux de Plédran et du Point du jour à Saint-Brieuc.

Lumière tamisée, douce mélodie et odeurs d'huiles essentielles sont là pour instaurer une ambiance propice à l'évasion. Parmi les soins prodigués : bains relaxants, modelage des mains, modelage du corps *"par des doux effleurages"*, maquillage... Aucune séance ne se ressemble et rien n'est imposé. *"J'adapte mon toucher par des pressions différentes, mesurées, en fonction de la personne"*.

"On apporte une dimension humaine"

De là naît un dialogue par les mots, par les regards, par le toucher. *"Même lorsque la personne n'a plus les moyens de communiquer, demeure la sensibilité, il y a des transformations au niveau du regard, des mains qui me retiennent"*.

Notons également qu'elle a suivi une formation en olfactothérapie. *"Je souhaite faire des ateliers auprès de personnes atteintes d'Alzheimer. L'idée est d'effectuer un travail sur la réminiscence via les odeurs"*.

Vis-à-vis du personnel des établissements, Lydie Tréhorel revendique une complémentarité. *"On est*

une écoute non médicalisée. On est là pour poser les choses et donner du sens. Dans un monde où tout s'accélère, on apporte autre chose, une dimension humaine. On joue souvent un rôle de médiateur. Si la personne est crispée dans son corps, en installant plus de détente on va la rendre plus réceptive aux soins et faciliter ainsi le travail du personnel médical".

Lydie Tréhorel intervient régulièrement à l'établissement pour personnes âgées dépendantes de Moncontour.



Redonner confiance

Autre aspect de son travail : le social. Elle intervient ainsi dans des centres sociaux où elle organise des ateliers sur comment prendre soin de soi, de sa peau, etc. Il s'agit principalement de redonner confiance à travers des conseils vestimentaires et esthétiques. Le tout grâce à des techniques simples et ludiques. *"Le but, conclut Lydie Tréhorel, est que chaque personne prenne conscience qu'elle a des atouts"*.

Laurent Le Baut

CONTACT

LYDIE TRÉHOREL
 > 06 85 85 92 25
 lydie.trehorel@orange.fr
 La formation du CHRU de Tours :
 socio-esthetique-codes.fr

Développement durable

Soutien à la filière bois énergie

Depuis plusieurs années, le Département a mis en place une politique volontariste en matière de gestion des forêts, de la filière bois et du bois énergie, au titre du plan bois énergie Bretagne qui fédère l'Union européenne, l'Ademe (État), la Région et les quatre Départements bretons. Le Département consacre à cette action 330 000 €. Parmi ses dernières décisions, on retiendra une subvention de 2765 € à la fondation du Bon-Sauveur, à Bégard, pour la réalisation d'une étude de faisabilité de chaufferie à bois, soit 70 % du coût de cette étude (3950 €). La commune de Saint-Jacut-du-Mené prévoit quant à elle la création d'une chaufferie collective à bois avec un réseau de chaleur pour l'alimentation de bâtiments communaux et privés, dont 23 logements. Une chaudière d'une puissance de 320 kw pour une consommation annuelle de 388 t de bois déchiqueté. Sur un montant total de 985 562 €, le Département versera une subvention de 89 440 €. La commune de Plougonver envisage elle aussi la réalisation d'un réseau de chauffage au bois pour alimenter sa salle polyvalente et son école. Coût de l'opération: 164 447 €, dont 24 667 € de subvention du Département. ■



PHILIPPE JOSSELIN

Léhon, la commune va mettre en place deux chaudières à bois pour chauffer le groupe scolaire, deux logements et la salle de sports. L'investissement est de 497 250 €, dont 74 588 € de subvention départementale. Enfin, deux agriculteurs s'équipent de chaudières à bois, pour un montant global de 11 827 € de subventions du Département. ■

Le Département s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique volontariste de gestion des forêts et de la filière bois.

Ces deux opérations s'accompagneront d'un plan de gestion du bocage afin d'en garantir la pérennité. Au total, ces opérations représentent une enveloppe de 203 287 € versée par le Département. ■

Économie turquoise

Des aides pour les activités maritimes

Dans le cadre de sa politique d'aide aux activités liées à la mer, le Département cofinance huit projets pour un montant global de 29 438 €. Il s'agit de quatre projets de modernisation de bateaux de pêche, de deux projets de modernisation d'ateliers de

mareyage, de l'équipement du port de Saint-Quay-Portrieux d'un "système d'information pêche", et enfin d'une aide à la société Delta Voiles de Pordic pour l'acquisition d'une machine à coudre industrielle pour la confection de voiles de très grande taille. ■



THIERRY JEANDOT

Éducation

Coup de pouce aux études

Au cours de l'année 2010/2011 le Département a alloué 5776 soutiens financiers à des collégiens, lycéens, étudiants et apprentis issus de familles aux revenus modestes. Il vient ainsi d'attribuer, sous conditions de ressources, 260 aides d'un montant unitaire de 200 € à des collégiens et lycéens, pour un montant global de 52 000 €. Le Département a par ailleurs attribué 50 allocations,

toujours sous conditions de ressources, à des étudiants. Des allocations variant entre 500 et 1500 € pour un montant global de 30 000 €. Enfin, il a octroyé trois primes à la mobilité individuelle à des étudiants effectuant un voyage d'études à l'étranger (1200 € au total). Les demandes d'allocations étudiants peuvent s'effectuer en ligne sur cotesdarmor.fr. ■



THIERRY JEANDOT

En Trégor l'économie sociale et solidaire a de l'avenir

Dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire (ESS), le Département organisait en novembre, au lycée Félix-le-Dantec de Lannion, un colloque sur ce thème. Trois débats étaient au menu de ces rencontres: l'économie sociale et solidaire dans les territoires, les relations entre les acteurs de ce secteur et les collectivités territoriales et son développement dans les Côtes d'Armor. Élus et intervenants sociaux ont témoigné. "Le but est que l'on puisse travailler ensemble pour développer cette économie qui est à mettre en valeur car méconnue" a expliqué Frédéric Le Bras, chargé de mission à l'Association de développement de l'économie sociale et solidaire (Adess). L'ESS est pourtant prometteuse. Déjà, 3 200 Trégorrois travaillent dans ce secteur, soit 11,3 % des emplois. Et avec les départs en retraite, 460 postes seront à renouveler dans les sept prochaines années.

> 02 96 05 82 51
adess.tregorgoelo@yahoo.fr

THIERRY JEANDOT



Aide alimentaire à La Harmoye

L'association Ultimo, à La Harmoye, vise à apporter une aide surtout alimentaire aux personnes démunies. Une centaine de familles en bénéficie chaque mois. La fréquentation de l'association est conséquente et le public est originaire des communes et communautés de communes avoisinantes, mais aussi de territoires plus éloignés. Dans les faits, 400 familles bénéficient chaque année des services de l'association. Sur un budget global de 24 000 €, l'association bénéficie cette année d'une subvention de 7 000 € du Département.

> 02 96 73 85 07
<http://ultimo.unblog.fr>

En direct de l'assemblée

Une embellie passagère



Revoir la session

Dans un contexte de crise financière, le Département a bénéficié ces derniers mois de nouvelles recettes, lui permettant de maintenir le cap en matière d'éducation, de solidarités et de routes. Mais il faut relativiser : le bouclage du budget primitif 2012 du Conseil général s'annonce délicat. La nouvelle donne annonce le nouveau Département.

Photographies : Thierry Jeandot



Vincent Le Meaux (Pontrieux-GU).

Solidarités territoriales

Une mission de conseil pour les communes

Le Département travaille à la mise en place d'une mission de conseil et d'ingénierie à destination des communes pour palier la désertification des services de l'État (DDE, DDAF...) qui accompagnaient jusqu'alors les collectivités dans leurs projets. "Le Conseil d'architecture et de l'environnement, Côtes d'Armor développement, Côtes d'Armor Tourisme et Itinéraires bis sont associés dans cette démarche, avec les partenaires sociaux. Il s'agit de créer une structure qui accompagne et conseille les communes dans les domaines de l'urbanisme, de l'eau, de la culture, des affaires juridiques, du tourisme, etc.", explique Vincent Le Meaux. Il ne s'agira en aucun cas d'une tutelle, mais de solidarité". Michel Vaspert émet des craintes : "L'État a resserré et mutualisé ses services, il n'a pas déserté. Cette structure ne répond pas à un réel besoin, et cela va faire du personnel en plus". Ce à quoi Michel Brémont répond qu'il n'y aura pas de créations de postes. Pour Claudy Lebreton, "l'objectif est de mutualiser les moyens pour faire des économies, dans un souci de concertation et de négociation".

Finances

Des recettes qui réduisent la dette

C'est une embellie... précaire mais c'en est une. Les droits de mutation (taxe prélevée sur les transactions immobilières) ont rapporté près de 9 M€ au Conseil général en cette fin d'année. Au total, il a enregistré 22,6 M€ de recettes supplémentaires. Elles sont essentiellement affectées à la réduction de la dette et aux investissements dans les collèges et les routes. "Nous bénéficions d'une embellie, mais elle n'est que passagère" affirme le président Claudy Lebreton, car la dette sociale de l'État vis-à-vis des Départements s'élève aujourd'hui à plus de 6 milliards d'euros. On s'installe dans un cercle vicieux".

La crise est là et le chômage augmente. En 2011, les Côtes d'Armor

Le chômage augmente

ont vu le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (cofinancé par le Département) augmenter de 10 % et ceux de la prestation de compensation du handicap de 11 %.

Dans le même temps, les recettes ont chuté de 15 %. "En matière de prestations sociales, la charge nette s'élève à 30 M€" précise

Christian Coail (Callac-GU), vice-président en charge des finances. Autre son de cloche pour Michel Vaspert (Dinan-Est-CDR²), pour qui "il ne peut y avoir d'un côté l'État qui se serre la ceinture et de l'autre des Départements, comme les Côtes d'Armor, qui peuvent continuer de dépenser sans parallèlement faire aucun effort de gestion et d'économies".



ClaudY Lebreton, Président du Conseil général, (GU).



Christian Coail (Callac-GU).



Michel Vaspert (Dinan-Est-CDR).

Collèges

Les investissements se poursuivent

Cette session est l'occasion pour Gérard Le Caër (Bégard-GU), vice-président en charge de l'éducation, de faire le point sur le plan pluriannuel d'investissements dans les collèges lancé en 2010 : "Je constate le bon avancement de ce plan, pour lequel nous allons voter aujourd'hui une nouvelle enveloppe de 500 000 €. Au total, nous y aurons consacré plus de 15 M€ de crédits en 2011. Nous menons des travaux d'investissements lourds dans sept collèges et les travaux du nouveau collège de Châtelaudren-Plouagat sont bien avancés. Il ouvrira ses portes pour la rentrée 2012. On notera que ces chantiers représentent 300 marchés publics

15 M€ de crédits en 2011

remportés par 95 % d'entreprises coss-tarmoricaines".

Les investissements lourds concernent, outre le collège de Châtelaudren-Plouagat, la reconstruction des collèges de Plouër-sur-Rance, Broons et Plancoët, et des travaux importants dans les collèges de Ploufragan, Merdrignac et Mûr-de-Bretagne. Régine Angée (Merdrignac-CDR²) note, elle aussi, le bon état d'avancement des travaux.

Pour autant elle s'interroge : "Qu'en est-il des études sur l'accessibilité des collèges aux enfants handicapés, sur le radon et la légionellose?". Réponse de Gérard Le Caër : "Ces études sont en cours et celle sur l'accessibilité est pratiquement achevée".



Gérard Le Caër, (Bégard-GU).



Régine Angée (Merdrignac-CDR).

Impayés de loyers, d'eau, d'énergie...

Fonds de solidarité logement : + 130 000 €

Le fonds de solidarité pour le logement est une compétence du Conseil général depuis 2005. Il permet de venir en aide aux ménages les plus démunis pour des impayés de loyer, d'énergie, d'eau ou de téléphone. Dans le contexte de crise que nous connaissons, de plus en plus de Costarmoricains y ont recours. Voilà qui justifie l'inscription de 130 000 € pour alimenter ce fonds. Christine Orain (Ploufragan-GU⁽¹⁾) fait part de son "inquiétude par rapport à l'accès des jeunes au logement. On manque cruellement de places. C'est une grande préoccupation. En outre, de plus en plus de retraités viennent dans

Se mobiliser pour le logement des jeunes

les CCAS parce qu'ils ne peuvent plus assumer les charges de leur maison". Et Marie-Reine Tillon (Matignon-GU⁽¹⁾) de souligner que "les aides de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) des personnes âgées sont devenues très difficiles à obtenir". Paule Quéméré (Plérin-GU⁽¹⁾), vice-présidente en charge du logement rappelle que "le Conseil général souhaite se mobiliser pour le logement des jeunes. Nous avons demandé à l'Agence départementale d'information sur le logement de travailler sur ce dossier. Par ailleurs, je partage complètement le constat de Marie-Reine Tillon. Si nous avons

retransféré la délégation d'aide à la pierre à l'État, c'est justement parce qu'il ne nous octroyait pas suffisamment de financements". Michel Vaspart (Dinan-Est-CDR⁽²⁾) interpelle à ce sujet le président Lebreton: "Vous avez abandonné la délégation d'aide à la pierre alors que vous demandez qu'elle revienne aux Départements. N'y a-t-il pas contradiction?" "Absolument pas, répond le président. Certes, dans la loi de décentralisation, il a bien été prévu la possibilité de déléguer l'aide à la pierre aux Départements mais, considérant que l'État ne nous donnait pas les moyens, nous l'avons effectivement abandonnée. Ce que nous demandons, c'est la compétence pleine et entière en la matière et non pas une simple délégation". ■



Christine Orain (Ploufragan-GU).



Marie-Reine Tillon (Matignon-GU).



Paule Quéméré (Plérin-GU).

Laboratoire de développement et d'analyses (LDA)

Place à la concertation

Une cinquantaine d'agents du laboratoire de développement et d'analyses (LDA - 200 agents), service du Conseil général, sont venus lors de cette session exprimer leurs inquiétudes quant au devenir du LDA. Ce laboratoire, l'un des plus importants de France, assure chaque année plus de trois millions d'analyses dans les domaines de la santé animale, de la sécurité alimentaire et de l'environnement. Depuis la décision gouvernementale d'ouvrir ce secteur à la concurrence de laboratoires privés, les laboratoires départe-

Un groupe de travail dès janvier 2012

mentaux rencontrent des difficultés. Certains ont même été fermés. D'où la décision de travailler à un possible rapprochement des laboratoires publics de l'Ouest Atlantique (LPOA: Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Finistère, Côtes d'Armor). Dans ce cadre, un premier projet de rapprochement entre le LDA 22, le LDA 29 et le laboratoire de Brest métropole est en discussion, sans qu'on en connaisse encore précisément la future forme juridique. Il s'agit de créer un réseau de laboratoires complémentaires, chacun dans ses spécialités. Il n'est en aucun



Monique Le Clézio (Mûr-de-Bretagne-GU).

cas question de privatisation ni d'externalisation et les agents garderont leur statut. Il ne s'agit pas non plus de regrouper les laboratoires sur un même site. Le LDA restera au Zoopôle. Lors de cette session, le Conseil général a décidé de mettre en place une concertation permettant aux principaux acteurs de contribuer à la définition de ce projet. Des groupes de travail réunissant l'encadrement, les agents, des représentants du personnel et des élus seront mis en place dès janvier 2012. Un point d'étape sera soumis à l'assemblée courant 2012. Voilà en substance ce qu'ont dit Vincent Le Meaux (Pontrieux-GU⁽¹⁾), vice-président en charge du service public départemental et Monique Le Clézio (Mûr-de-Bretagne-GU⁽¹⁾) première vice-présidente, à la délégation qu'ils ont reçue en marge de cette session. ■

Bernard Bossard

(1) GU: Gauche unie.
(2) CDR: Centre et droite républicaine.



Routes

Rocade de déplacements: les travaux vont bon train

Contrairement à ce qui avait été annoncé dans la presse, les travaux de la rocade de déplacements de Saint-Brieuc ne seront pas interrompus pour raisons budgétaires. Michel Brémont (Saint-Brieuc-Ouest-GU⁽¹⁾), vice-président en charge des transports, s'est montré rassurant: "La section entre la Craée et le Zoopôle sera bien achevée en 2012. Même si l'on ne peut pas affirmer que la totalité de la rocade sera achevée en 2014, ce chantier ira à son terme".



Michel Brémont, (Saint-Brieuc-Ouest-GU).

Hubert Prisé, à Merdrignac

Des hommes qui tiennent la route

Depuis le 15 novembre, les agences techniques départementales sont en état d'alerte pour la viabilité hivernale des routes. C'est l'occasion de rappeler l'importance du travail de ces hommes de terrain, avec Hubert Prisé, de l'antenne de Merdrignac.

Hubert Prisé est responsable des antennes de l'Agence technique départementale de Loudéac implantées à Merdrignac et Collinée : neuf agents chargés de l'entretien de 190 km de routes départementales. Les routes, ça le connaît. "Je suis entré à la DDE(*) en 1981. J'ai commencé comme chauffeur d'épaveuse, un tracteur pour débroussailler les talus. Au bout de sept ans, j'ai passé le concours de chef d'équipe et je suis resté trois ans en poste à Plouguenast, puis j'ai passé le concours de contrôleur et je suis allé travailler un an à Matignon, et enfin je suis arrivé ici en 1995. Ça fait donc 16 ans que je suis à Merdrignac et, avec le transfert des agents de la DDE au Conseil général, je suis agent du Département depuis cinq ans".

La journée d'Hubert commence à 8 h par la lecture de ses courriels. "J'ai un principe, c'est de répondre au plus vite à la commande et souvent, je me déplace sur le lieu où il y a un problème. Ce qui est fait ne sera plus à faire".

Les travaux sont forcément saisonniers, au rythme de l'année qui s'écoule.

Au printemps, les équipes travaillent à tout ce qui a trait à l'assainissement de la route, les écoulements d'eaux, on cure les fossés, on débouche les buses, les saignées sur l'accotement

pour que l'eau sur la chaussée puisse être dirigée vers le fossé. "Il y a aussi le fauchage, ajoute Hubert, soit en journée normale, soit en deux fois 7 h. Ensuite, l'été, on commence le débroussaillage de tous les talus qui dure jusqu'au début de l'hiver. Entre-temps, on assure le suivi des travaux d'investissements qui sont confiés à des entreprises privées, pour la réfection de la couche de roulement des chaussées, les enrobés. Ces travaux sont généralement effectués entre juin et septembre".

Et puis il y a aussi, tout au long de l'année, l'entretien, le "point à temps", qui consiste à reboucher les nids de poules ou les fissures. Il y a également les ouvrages d'art (les ponts) : il faut les repeindre et réparer les parapets et les garde-corps.

D'astreinte sept jours sur sept

Ensuite arrive la saison de la viabilité hivernale, du 15 novembre au 15 mars. "On établit des plannings d'astreinte pour les patrouilleurs et pour les intervenants dans les équipes. Selon la météo, le chef d'agence donne l'ordre au patrouilleur d'aller, à partir de 4 h du matin, mesurer la température et l'hygrométrie de l'air, voir si la route est glissante. Ça fonctionne sept jours sur sept. L'astreinte part du lundi 8 h au lundi suivant 8 h.



THIERRY JEANDOT

En fonction du constat du patrouilleur, celui-ci peut déclencher l'intervention des équipes d'agents. Une fois que l'alerte est déclenchée, ils remplissent la saleuse et ils interviennent sur le circuit qui a été pré-déterminé par les services du Conseil général", précise Hubert Prisé.

Ces équipes interviennent entre 4 h 30 et 6 h, en fonction de la situation. Comme ça, on fait le travail avant que les usagers prennent la route. Mais quand il y a de la neige, c'est plus délicat. Les usagers ne supportent pas et on se fait souvent traiter de noms d'oiseaux. Il y a de la neige, on est là, donc il ne devrait pas y en avoir. Certains comprennent, mais la plupart nous demandent 'mais qu'est-ce que vous foutez !'. Mais la météo est plus forte que nous, malgré tous les moyens mis en œuvre. J'ai souvent vu des routes remises au noir, c'est-à-dire dégagées, recouvertes une demi-heure plus tard par une averse de neige. Alors tout est à refaire. Les gens ont du mal à comprendre ça", regrette le responsable d'antenne.

Il faut savoir aussi que toutes les routes départementales ne sont pas inscrites dans les circuits de déneigement. Nouveauté cette année, le Département signe maintenant des conventions avec des communes ou des agriculteurs pour les autoriser à déneiger, car il y a des bourgs qu'il faut désenclaver. Mais ça n'est pas facile quand l'épisode neigeux dure trois ou quatre jours. Enfin, on soulignera l'importance de la remontée des informations au Conseil général. "En cas de neige ou de verglas, nous faisons systématiquement remonter l'information au siège du Conseil général, qui met en ligne chaque matin à 7 h un bulletin d'information sur cotesdarmor.fr, notamment sur une éventuelle suppression des transports scolaires", conclut Hubert Prisé. ■

Bernard Bossard



Hubert Prisé est depuis 15 ans responsable de l'antenne de Merdrignac.

THIERRY JEANDOT

(*) Direction départementale de l'équipement (État).

Comité de lignes participatif à Lamballe

Des rendez-vous autour des transports

Le 1^{er} décembre, le premier des comités de lignes lancés par le Conseil général était organisé au siège de Lamballe communauté. Lieux d'échanges, d'écoute et d'expression, ces comités ont pour objectif d'améliorer le service public départemental des transports.

Une trentaine d'élus locaux, d'usagers, de représentants d'associations et acteurs économiques réunis à Lamballe répondaient ce soir-là à l'invitation du Conseil général. Cette première réunion publique, ouverte à tous, a permis d'entamer le dialogue avec les Costarmoricains. En préambule, Michel Brémont, vice-président du Conseil général en charge des transports, a évoqué l'esprit dans lequel la collectivité aborde sa mission. *"Lorsqu'on parle de transports interurbains, on ne peut pas faire l'impasse sur ce qui existe avant et après. C'est-à-dire les transports internationaux, nationaux, régionaux, éventuellement le transport aérien ou maritime, le transport ferroviaire; et enfin les transports locaux. Si l'ensemble de la chaîne a une faille, c'est tout l'édifice qui tombe. Par ailleurs, notre mission est bien de proposer à nos concitoyens des solutions alternatives à la voiture. En évoquant les transports en com-*

muns, nous y intégrons donc également le covoiturage".

Avant de lancer le débat, il était nécessaire de rappeler la modernisation du réseau interurbain avec la création de Tibus en 2005, la mise en place d'une centrale de mobilité et de son site Internet permettant de définir les possibilités de transport sur un trajet donné ou de réserver les transports à la demande. Un bémol toutefois: *"Notre échec majeur concerne la question du trajet domicile-travail, reconnaît Michel Brémont. Nous nous y attelons de nouveau car nous devons y arriver".*

À l'écoute des usagers

Points forts, points faibles, besoins et attentes des usagers, c'est d'abord la parole des citoyens que les responsa-

bles du service transports du Conseil général et son délégataire, la Compagnie armoricaine de transports (CAT) étaient venus entendre. Du côté de l'office de tourisme d'Erquy, on a souligné la problématique de la restriction de certains services hors saison estivale, au détriment de la population touristique fréquentant le département sur d'autres périodes. Pour d'autres usagers, diverses remarques concernaient *"la desserte aller-retour impossible vers Lamballe en période de petites vacances scolaires sur certaines lignes; la possibilité de raccourcir le trajet de certaines autres en journée; la mise en place d'un aller-retour vers Saint-Brieuc à la mi-journée le samedi; la difficulté des correspondances avec certains trains SNCF..."*

"Tibus: 25 lignes et 3 millions de voyageurs par an"

Sur la ligne 8, la suppression de transports à la demande et les difficultés rencontrées par ses utilisateurs ont également été l'objet d'un examen attentif, les usagers proposant une solution du côté des cars scolaires. Complémentarité et surtout pas concurrence avec le TER, réflexion sur les horaires des lignes, liaisons directes avec les services hospitaliers, ceintures de sécurité adaptées à tous... Les interventions et pistes de réflexion proposées par les participants ont fait la preuve de la nécessité de ce dialogue participatif.

"Le Conseil général ne doit pas rester dans sa tour d'ivoire et nous devons faire preuve d'imagination, continuer à œuvrer avec les intercommunalités et les communes pour trouver les réponses les plus pertinentes, afin que chacun ait accès aux transports en commun", concluait Michel Brémont. Rendez-vous a été pris pour un prochain comité où, une fois recensée et examinée, chaque proposition sera l'objet d'une réponse de chacun.

Véronique Rolland



THÉRIER JEANDOT

L'enquête Tibus

Du 9 au 25 novembre, le Conseil général a organisé une consultation des usagers et non-usagers de Tibus dans le pays de Lamballe afin de mieux identifier les besoins. Divers points forts ressortent de cette enquête:

- Les usagers abonnés utilisent principalement Tibus pour se rendre au travail. Dans une moindre mesure pour les loisirs.
- Tibus est perçu comme un mode de déplacement peu coûteux et écologique.
- La majorité des abonnés ne dispose pas d'autres moyens de transport et/ou l'utilise pour des raisons financières.
- La majorité des usagers est très satisfaite ou satisfaite du service, l'amabilité des chauffeurs étant mentionnée en priorité.
- Les principales remarques concernent: les changements d'horaires l'été et lors des vacances scolaires, les horaires correspondants aux besoins des scolaires de préférence à ceux des salariés, les problèmes de correspondance avec les trains ou des bus urbains, l'insuffisance d'information en cas de panne ou de non-circulation des véhicules.

Les prochains rendez-vous

- **Mardi 31 janvier**: comité de ligne sur le territoire de la Maison du Département de Guingamp
- **Mardi 28 février**: comité de ligne sur le territoire de la Maison du Département de Lannion
- **Judi 29 mars**: comité de ligne sur le territoire de la Maison du Département de Loudéac / Rostrenen
- **Judi 26 avril**: comité de ligne sur le territoire de la Maison du Département de Dinan

Conseil général
infos services
N°Azur 0 810 810 222

Fin d'axe communication locale

THÉRIER JEANDOT



Cette démarche citoyenne sera renouvelée chaque année dans chaque comité de ligne.

Maladie de Parkinson

Une parole qui soulage

Atteignant 150 000 personnes en France, la maladie de Parkinson affecte une partie du système neuronal. Méconnue et mal accompagnée, l'affection laisse familles et malades dans le plus grand désarroi. L'association des Parkinsoniens des Côtes d'Armor (APCA) s'attache à leur donner des réponses, comme ici à Tréguieux.



Rompre l'isolement en partageant son vécu, être informé sur la maladie, comprendre les modifications du comportement du malade et prévenir une dégradation des liens familiaux, prendre conscience de ses limites... Les sujets sont nombreux. Sylvain Bielle (debout).

THIERRY JEANDOT

L'idée s'est imposée en 2009, suite aux ateliers pour aidants toutes pathologies, mis en place dans le cadre du schéma Bien Vieillir en Côtes d'Armor. "Nous avons réalisé qu'il était nécessaire de mettre en place une action spécifique pour les parkinsoniens et leurs aidants", relate Sylvain Bielle, président de l'APCA. En 2011, soutenue par le CLIC Paimpol-Goëlo (centre local d'information et de coordination), l'association a mis en place plusieurs groupes de paroles à Paimpol et Tréguieux. Une initiative originale et inédite en Bretagne. "Le coût des séances est élevé, souligne le président. Il représente 700 € pour deux groupes simultanés, les malades d'un côté, les aidants de l'autre. Pour tenir nos objectifs, le Conseil général nous a

alloué 8000 € pour l'année, complétés par la fondation Prévadiès à hauteur de 4000 € et la contribution des participants de 5 € par séance". Courant novembre, à la salle de la Clé des arts à Tréguieux, les derniers ateliers tenaient séance.

Le fardeau des malades

Dans le groupe des malades animé par Hubert Colombel, orthophoniste-psychomotricien, Annie, Pascale, Joseph et les autres lancent rapidement le débat. Le premier sujet abordé : vivre avec la maladie au quotidien. "Comment accepter d'être diminué, et de faire en trois heures ce qui nous prenait autrefois une heure?" lance l'un. "Faut-il en parler dans son milieu professionnel?", "Comment faire avec l'aidant, qu'il accepte ou non la maladie?" s'inquiète un autre. Une maladie d'autant plus difficile à appréhender qu'elle ne présente pas toujours de signes visibles. "Il est vrai que l'entourage ne comprend pas pourquoi à un moment on est 'on' et tout va bien, et la seconde d'après on est 'off'", reconnaît l'orthophoniste. Mais le cœur du questionnement reste le traitement. "Un parkinsonien moyennement malade comme moi prend une quinzaine de comprimés chaque jour, explique Sylvain Bielle. Difficile de trouver le bon dosage et la bonne périodicité". Évolution de la maladie, absence de structures d'accueil, aides

possibles... Les sujets ne manquent pas.

Dans la salle contiguë, les aidants ne sont pas en reste. Avec Valérie Bossis, psychologue, ils expriment leur isolement, face à des situations très difficiles, notamment quand la maladie conduit à la démence. Ici, on peut vider son cœur sans culpabiliser. "J'ai fait la demande d'une aide à domicile car mon mari m'épuise, évoque une femme. Je ne sais pas comment cela va se passer mais je pense que cela va me soulager". Tout en encourageant la parole, la psychologue explique la nécessité de rester à la

Le soutien des aidants

place de conjoint et non de soignant. Le groupe échange sur les astuces pour laisser le maximum d'autonomie aux malades, comment vivre les renoncements successifs, les craintes lorsque l'on s'absente... "Au final, on les sent tous soulagés de pouvoir parler à quelqu'un qui puisse les comprendre, remarque, Sylvain Bielle. Il y a des sujets intimes que les gens n'oseraient pas aborder dans d'autres circonstances, y compris devant leur médecin. La demande est importante et nous espérons pouvoir renouveler l'expérience en 2012".

Véronique Rolland

CONTACT

APCA, SYLVAIN BIELLE
9 rue Pasteur
22950 Tréguieux
> 02 96 71 19 52
s.bielle@laposte.net

Le groupe des aidants.



THIERRY JEANDOT

Enfance, solidarités, économie

Au pays de Matignon les chantiers avancent

Signé l'an dernier, le contrat de territoire entre la communauté de communes du pays de Matignon et le Département prend forme. Beaucoup de chantiers sont déjà engagés : écoles, voirie, parcs d'activités... Ce contrat se décline autour de trois grands axes : l'enfance, les solidarités et le développement économique.

“ Parmi les réalisations visibles aujourd'hui, il s'agit essentiellement de travaux de voirie, la voirie étant de compétence communautaire, explique Gérard Vilt, président de la communauté de communes du pays de Matignon. Au total, ces travaux d'infrastructures routières vont représenter un investissement global de 2,2 M€, subventionnés à hauteur de 138 000 € par le Département.

Nous avons également le projet de construction d'une Maison des solidarités où seront installés le comité cantonal d'entraide, les Restos du cœur et des associations d'insertion, qui sont aujourd'hui dans des locaux vétustes. C'est un projet communautaire qui va bénéficier à toute la population de la communauté de communes”.

Il en est de même pour la réalisation d'un complexe multifonction à vocation culturelle et sportive. “Nous n'en avons pas et cela manque cruellement pour les associations sportives, culturelles et pour l'école de musique, poursuit Gérard Vilt. Un autre point important de ce contrat de territoire est le développement économique, avec la création de trois parcs d'acti-

vités. L'un à Matignon, pour accueillir des artisans; l'autre à Saint-Denoual, où il s'agit d'une réhabilitation pour accueillir de plus grosses entreprises; enfin, le troisième sur le terre-plein du port de Saint-Cast-le-Guildo, pour y accueillir des services et des entreprises de maintenance et de réparation navale.

Globalement, le président de la communauté de communes se montre satisfait de la façon dont a été élaboré ce contrat. “Bien sûr, il a fallu faire des choix, mais je crois que les communes et la communauté de communes ont bien défendu leurs projets et qu'il y a eu une réelle écoute de la part du Département”, conclut-il.

“Un vrai projet de territoire”

Marie-Reine Tillon, conseillère générale de Matignon, explique la méthodologie de l'élaboration de ce contrat : “Nous avons organisé des réunions avec les maires et le président de la communauté de communes. Nous sommes partis sur l'idée qu'il

fallait mettre à profit ce contrat pour définir un vrai projet, mais ça n'a pas forcément été facile. Nous avons listé un certain nombre de choses qui pouvaient être importantes pour la commu-

nauté de communes, toutes thématiques confondues. Puis nous avons élagué, nous avons resserré les choses pour commencer à parler chiffres et à

définir des projets précis”.

L'élue de Matignon note le nombre important de projets scolaires en cours, signe pour elle d'une réelle dynamique démographique. Mais aussi qu'il y avait dans ce domaine du retard à rattraper. “Il y a aussi des besoins pour la petite enfance. Sans oublier le social, avec le projet de Maison des solidarités à Matignon. En chantier actuellement, nous avons la garderie de Saint-Pôtan, tout comme la salle des fêtes de Pléboulle, l'école de Saint-Denoual, l'église de Fréhel, et le parc d'activités du Chemin vert est quasiment achevé...”. Ce contrat est axé sur le développement économique, l'enfance et le social.

“Il faut qu'un contrat avec le Département soit le fer de lance d'un vrai projet de territoire, relève Marie-Reine Tillon, en mettant tous les acteurs autour de la table, et pas seulement les politiques. Les associations et les décideurs économiques ont aussi leur mot à dire”. D'ores et déjà, les élus du secteur commencent à réfléchir à ce que sera le prochain contrat. ■

Bernard Bossard



La nouvelle école d'Hénanbihen a bénéficié de subventions dans le cadre du contrat de territoire.



Marie-Reine Tillon, conseillère générale du canton de Matignon.



Gérard Vilt, président de la communauté de communes, sur le chantier du Parc d'Activités du Chemin vert.

Les opérations d'un coup d'œil

Équipements de proximité:	3,81 M€ (430 329 € du Dépt.)
Développement économique:	2,52 M€ (390 937 € du Dépt.)
Scolaire:	3,77 M€ (233 772 € du Dépt.)
Infrastructures routières:	2,21 M€ (138 484 € du Dépt.)
Culture:	97 405 € (58 443 € du Dépt.)
Projets structurants négociés:	500 000 € (50 000 € du Dépt.)
Habitat:	130 000 € (13 000 € du Dépt.)
Total du contrat:	1,305 M€ (1 314 965 € du Dépt.)

En Avant de Guingamp a cent ans

De la colo des P'tits gars au St

L'En Avant de Guingamp, club de football professionnel d'une ville de seulement 8 000 habitants, fête ses cent ans cette année.

Créé par un instituteur en 1912, le club n'a cessé de franchir les étapes, jusqu'à remporter la coupe de France en 2009.

Récit d'une histoire atypique ponctuée de nombreux exploits.

Guingamp, 1912. Un certain M. Deschamps, directeur de l'école supérieure des garçons, crée une société d'éducation physique et sportive répondant au nom d'En Avant. Couleurs des équipes : le rouge et le noir. Cette société laïque, dirigée par des instituteurs, a pour but le développement physique de ses membres par la pratique du sport, dont le football. "En avant a été créé peu de temps après la séparation des Églises et de l'État. Dans les communes, tout particulièrement en Bretagne, il y avait une rivalité entre les curés et les laïcs. À Guingamp, on retrouve deux équipes : En Avant, dirigé par les instituteurs, et le Stade Charles-de-Blois qui dépendait de l'évêché. Ainsi, pendant de longues années, le but était moins d'être des champions que de battre ceux d'en face. Et jusqu'en 1960, c'étaient les derbies entre les deux équipes qui faisaient vibrer la ville", raconte Jean-Paul Briand, président de l'association En Avant de Guingamp, et dont le père, Albert Briand, fut un dirigeant emblématique du club.

Instituteurs et curés iront jusqu'à créer chacun leur colonie de vacances. Celle des laïcs s'appelle la colo des P'tits gars. Elle s'installe à Bréhec et son histoire va être indissociable de celle des Rouge et noir, devenant un véritable vivier pour le club. "Les dirigeants d'En Avant étaient les mêmes que ceux de la colo. Beaucoup de gars sont passés par Bréhec, se souvient Jean-Paul Briand. On jouait au foot sur la plage, et quand on était bon, on se retrouvait à En Avant. Mon père était instituteur et directeur de la colonie. Noël Le Graët et moi-même y sommes allés dès notre plus jeune âge".

Rapprochement avec l'usine Tanvez

C'est vers cette même période, en 1943, que la vie du club va connaître un premier tournant. En Avant se rapproche des usines Tanvez, qui emploient à l'époque 1 000 ouvriers. Le directeur, M. Couquet, devient président de club. Il veut construire une belle équipe. Son idée : attirer des bons joueurs en leur donnant un travail à l'usine.

Pendant ces années "Couquet", de nombreuses recrues arrivent ainsi de l'extérieur. Parmi elles, des Espagnols de la région parisienne : Llido, Garcia, Del Monte, Bogas... Autant de noms qui feront rêver toute une génération de jeunes Guingampais. "Cela nous a permis de monter en DH en 1949", rappelle Jean-Paul Briand. C'est également au cours de cette période qu'arrive de Lorraine le gardien de but Marcel Schmitt, dont le fils, Yvon, fera toute sa carrière à En Avant en tant que joueur, puis membre du "staff" technique.

S'ensuit une période délicate. Le directeur des usines Tanvez se retire en 1958. Beaucoup de joueurs partent. Si cela marque un coup d'arrêt dans l'évolution du club, c'est aussi le retour à un principe fondamental : celui de la formation des jeunes. Une ligne directrice qui fera son succès à partir des années 1970. Quelle meilleure illustration de cette politique que le parcours des juniors d'En Avant en coupe Gambardella 1969-1970 ? Les jeunes Guingampais accèdent aux quarts de finale, battus avec les honneurs contre l'AS Saint-Étienne, 1 but à 0. "Des jeunes dont la plupart sont passés par la colo des P'tits gars", tient à souligner Jean-Paul Briand.

1972-73, l'incroyable épopée

C'est cette génération dorée, une bande de copains unis avant tout par le plaisir du jeu, qui va être à l'origine des futurs exploits du club. La saison 1972-



Seuls deux clubs de ligue 2

73 restera, à cet égard, comme l'une des plus belles pages de l'histoire des Rouge et noir. Ceux-ci réalisent une épopée incroyable en coupe de France, éliminant successivement quatre clubs de 2^e division : Laval, Brest, Le Mans et Lorient !

Équipe talentueuse oui, mais pas seulement.

À l'émergence de bons joueurs coïncide l'arrivée à la présidence d'un homme qui fera passer le club dans une autre dimension. Quand il est nommé à la tête d'En Avant en 1972, Noël Le Graët n'a que 30 ans. Ancien de la colo des P'tits gars (où il a aussi

été moniteur), ancien joueur, c'est un pur produit maison. "C'est un homme d'exception. Quand il a pris le club, la première chose qu'il a faite, ce fut d'embaucher Sylvestre Salvi, un entraîneur de 22 ans. On n'avait jamais vu ça. D'habitude, l'entraîneur a au moins 40-45 ans, raconte Jean-Paul Briand. Il a toujours eu un temps d'avance. Et dès qu'il a une idée, il fonce. Je me souviens quand il nous a fait mettre l'éclairage dans notre ancien stade. On n'était pas d'accord, car les matchs se jouaient l'après-midi. Sauf que le club est monté, et que l'éclairage est devenu nécessaire... C'est également lui qui, le premier, a été chercher des sponsors pour mettre sur les maillots".

Après l'épopée de 1972-73, qui fera connaître Guingamp à la France entière, En Avant est confronté à un problème de taille : beaucoup de joueurs sont



La première équipe de la société laïque En Avant créée en 1912 à l'école supérieure des garçons.



En 1969 émerge une génération exceptionnelle qui signera les premiers exploits du club. Lors de cette saison 1969-1970, les juniors Guingampais accèdent aux quarts de finale de la coupe Gambardella, battus par l'AS Saint-Étienne, 1 but à 0.

ade de France



9 mai 2009, l'En Avant de Guingamp écrit l'une des plus belles pages de son histoire en remportant la finale de la coupe de France face à Rennes.



BRUNO TORRUBIA

Septembre 1996, match de prestige au Roudourou. Vainqueur de la coupe Intertoto, l'En Avant de Guingamp de Stéphane Carnot rencontre le grand Inter de Milan. Battus 3 à 0 à l'aller, les Guingampais quitteront la compétition la tête haute en faisant match nul (1 à 1) lors du match retour en Italie.

saison à Roudourou. Le public envahit la pelouse. Guingamp, ville de 8 000 habitants, accède à la D1. Du jamais vu.

Guingamp reste alors trois saisons parmi l'élite, qu'il retrouvera ensuite durant trois saisons à partir de 2000. La meilleure année en première division restera 2003. Grâce notamment à un intenable duo Drogba-Malouda, le club finit 7^e du championnat à seulement six points du leader Lyon. Lyon qu'il battra même sur son terrain 4 à 1. *"Vers la fin, on faisait ce qu'on voulait. Drogba sautait plus haut que les goals"*.

Notons aussi qu'en 1996, le club remporte la coupe Intertoto et qu'il accède

en 1997 à la finale de la coupe de France, qu'il perd contre Nice. Ah la coupe de France... une histoire d'amour sans cesse renouvelée, qui connaîtra son apogée en 2009 avec la victoire au Stade de France, 2 à 1, contre le voisin rennais. Guingamp devient alors, avec Le Havre, la seule formation de deuxième division à remporter l'épreuve. *"C'était une journée absolument fantastique. Non seulement il y a eu la victoire, mais c'était un Stade de France tout en rouge et noir. Pour moi dirigeant, ça reste des moments de frissons"*, garde en mémoire Jean-Paul Briand. Descendu en National en 2010, l'En Avant a retrouvé la ligue 2 en 2011. Gageons que le néo-centenaire n'a pas fini de nous surprendre et de nous faire vibrer.

Laurent Le Baut



Lorsque Guingamp accède pour la deuxième fois à la D1 c'est tout un public qui communique avec ses joueurs.



BRUNO TORRUBIA

ont remporté la coupe de France

sollicités par d'autres clubs. Mais là aussi, le jeune président aura un temps d'avance. *"Il a trouvé du travail à ceux qui n'en avaient pas, on les a tous gardés de cette façon"*, rapporte Jean-Paul Briand.

La suite, on la connaît. Le club enchaîne les montées. Partant de DSR, il atteint la deuxième division en 1977. Un échelon qu'il aborde sans rien renier de ses valeurs, puisqu'au lieu de faire venir des joueurs professionnels, le club mise sur des jeunes joueurs régionaux. Le pari est gagné. En Avant réussit à se maintenir. Mieux, il restera 16 années de suite à ce niveau ! En 1984, le club adopte le statut professionnel. Et, en 1986, le voilà qui joue les barrages d'accès à la première division. Mais ce ne sera pas pour cette fois. Pas encore.

"Drogba sautait plus haut que les goals"

L'En Avant de Guingamp sait aussi que pour jouer dans la cour des grands, il lui faut un stade digne de ce nom. Ce sera chose faite avec l'inauguration du Roudourou en janvier 1990. Puis vient l'incroyable. Après une descente en Nationale 1 et une remontée expresse en super D2, sous la houlette de Francis Smerecki, l'équipe réalise une saison 1994-1995 exceptionnelle. Elle termine à la deuxième place, grâce à sa victoire contre Toulouse le 27 mai 1995, 1 à 0, but de Coco Michel. C'est l'ultime match de la

Les dates clés d'En Avant de Guingamp

- 1912 Naissance du club.
- 1972 Noël Le Graët est nommé président.
- 1977 Première accession en Division 2.
- 1984 Adoption du statut professionnel.
- 1990 Inauguration du Roudourou.
- 1994 Deuxième accession en D 2.
- 1995 Première accession en D 1.
- 1996 Vainqueur de la Coupe Intertoto.
- 1997 Finaliste de la Coupe de France.
- 2000 Deuxième accession en D 1.
- 2009 Vainqueur de la coupe de France.
- 2011 Troisième accession en Ligue 2.

Références

En Avant de Guingamp (1912-1995, l'aventure) de Jean-Michel Le Boulanger, éd Alain Bargain.
En Avant de Guingamp, le défi permanent de Jean-Michel Le Boulanger et Didier Rey, éd Coop Breizh.



Groupe du Centre et de la droite républicaine

Gérard Bertrand - Conseiller général du canton de Caulnes

En temps de crise limitons nos dépenses de fonctionnement

Alors que notre pays affronte la crise financière la plus grave depuis des décennies, l'État ne peut-être le seul à limiter ses dépenses. Les départements, comme toutes les collectivités locales, doivent contribuer à l'effort national de redressement des finances publiques en gérant notamment avec plus de rigueur leurs dépenses de fonctionnement.

Sur ce point, la majorité départementale semble peu décidée à agir. À l'occasion de la session de novembre, elle vient de voter des crédits supplémentaires pour les frais de réception (+ 26 420 €), les frais de colloques (+ 28 189 €) et les voyages (+ 51 880 €). Certes, ces montants sont à rapporter à la masse globale du budget départemental (709 millions d'euros) mais ils sont symboliques de certains choix de cette majorité.

Dans le même registre, **le département des Côtes d'Armor possède une antenne -vitrine à Paris** dite de "promotion économique". 22 ans après sa création, la majorité a décidé de mettre en place, à compter du 1^{er} janvier 2012, une tarification pour les entreprises qui la fréquentent. Il est temps de s'apercevoir que d'occuper **un appartement de 165 m² dans les beaux quartiers parisiens** coûte cher aux contribuables costarmoricains : **110 000 euros de loyer par an (9 166 € par mois)**.

On nous dit que cette tarification doit permettre d'assurer l'équilibre financier de cette "antenne". On peut en douter. Dans le calcul, les frais de personnel basés à l'antenne ne sont pas pris en compte. De plus, la fréquentation de l'antenne "fléchit", nous dit-on, et "le nombre des personnes présentes aux réunions est en nette diminution".

On nous explique la baisse de fréquentation de l'antenne par les "restrictions budgétaires dans les frais de déplacement engagés par les acteurs économiques".

On ne blâmera pas les entreprises de faire des économies en période de crise et de gérer avec rigueur leurs dépenses. Le Conseil général des Côtes d'Armor devrait s'en inspirer et mettre en pratique cette rigueur de gestion dans bien des domaines.

À l'ère du numérique et du télétravail, no-

tre département a-t-il besoin de continuer à offrir aux entreprises des locaux à Paris pour se réunir ?

Aucun autre département breton ne dispose d'une antenne-vitrine à Paris.

Pourtant, cela n'empêche pas les chefs d'entreprise de ces départements d'aller à Paris pour y faire des affaires, échanger et travailler sans avoir besoin de se réunir dans des locaux départementaux loués avec l'argent public.

Notre département, il faut le savoir, est déjà copropriétaire de la Maison de la Bretagne à Paris avec les autres départements bretons et la Région Bretagne. Il est membre du Syndicat mixte propriétaire et gestionnaire des locaux qu'elle occupe. La Maison de la Bretagne dispose d'un centre d'affaires qui permet déjà d'accueillir les entreprises bretonnes à Paris en leur offrant des bureaux, des salles de réunions et des services adaptés à leurs besoins.

Au lieu de se faire concurrence, l'antenne du Conseil général et la Maison de la Bretagne devraient plutôt mutualiser leurs moyens d'accueil des entreprises. Pourquoi devrions-nous financer en plus d'autres locaux pour accueillir des entreprises ?

Notre département a des difficultés financières et bénéficie du fonds de soutien du gouvernement aux départements en difficulté. Peut-il continuer à financer une antenne vitrine dans les beaux quartiers parisiens ?

À l'heure où la majorité départementale cherche plusieurs millions d'euros pour boucler le budget 2012 du conseil général, il est temps de fusionner nos moyens avec l'ensemble des départements bretons pour faire de la Maison de la Bretagne la véritable structure d'accueil des entreprises bretonnes à Paris. ■

Groupe de la Gauche unie

Politique agricole commune : plus verte et plus juste ?

La Politique agricole commune représente 45 % du budget de l'Union européenne. On peut trouver cela trop important. C'est beaucoup, mais c'est à comparer aux défis que doit relever l'agriculture européenne, et française en particulier : changement climatique, crises alimentaires, volatilité des prix...

Dacian Cioloș, commissaire européen à l'Agriculture, a fait une proposition de réforme pour bâtir une PAC plus verte et plus juste. Principale innovation, le conditionnement de 30 % des aides agricoles selon des critères environnementaux. Cette évolution nécessaire permettra, si le projet est adopté, d'engager les agriculteurs dans une agriculture durable et toujours compétitive.

Ça bouge au niveau des collèges publics costarmoricains

Le Conseil général met au cœur de ses enjeux politiques la construction de collèges ou rénovations qui devraient voir, d'ici dix ans, nos 47 collèges publics opérationnels, modernes et attractifs.

Notre démarche s'appuie sur les trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental, elle répondra ainsi aux enjeux du XXI^e siècle. Modularité, simplicité au service de l'efficacité sont les maîtres mots de ce programme. Il apportera un confort aux élèves, aux agents et à la communauté éducative.

Mais il faudra rester vigilants, mobilisés et



Monique Le Clézio
Conseillère générale du canton
de Mûr-de-Bretagne



Isabelle Nicolas - Conseillère générale du canton de Tréguier
Présidente du groupe de la Gauche unie

Que sera 2012 ?

Dans un quotidien déstabilisé par la situation économique et sociale en ce début d'année, chacun s'interroge sur ce que sera 2012.

Le maintien envisagé des aides directes aux agriculteurs reste indispensable car, pour l'heure, les mécanismes de fixation des prix agricoles ne leur permettent pas d'avoir une rémunération juste de leur production. Pour autant, introduire plus d'équité dans l'attribution de ces aides est primordial, et va de pair avec le plafonnement des subventions.

Ces propositions sont un véritable progrès dans l'approche européenne de l'agriculture. Elles correspondent à la fois à une demande citoyenne et à une nécessité environnementale et alimentaire. L'intégration de ces aides à la production laitière dans l'aide directe à l'hectare risque cependant d'infléchir l'enveloppe bretonne. On comprend que les éleveurs s'en inquiètent ! ■

La crise, toujours ?

Les plans de rigueur annoncés par le gouvernement en fin d'année dernière font porter tous les efforts d'abord sur les familles, qui subissent déjà au quotidien les contrecoups de la crise. D'autre part, les collectivités locales, en première ligne face à nos concitoyens, fragilisés, sont sommées de dépenser moins. Si l'effort de rigueur peut être partagé, comment doivent faire les départements qui ont en charge l'essentiel des dépenses de solidarité ? Dans cette période incertaine, la collectivité départementale a un rôle déterminant à jouer vis-à-vis des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des plus démunis. C'est ce rôle que nous voulons continuer à assurer. Le contexte que nous connaissons amène nécessairement à des réformes politiques. Cependant, notre majorité départementale est convaincue que les collectivités territoriales doivent pouvoir exercer leurs missions. Nos dépenses sont utiles économiquement, juste socialement et sont au service de nos territoires. **Nos investissements, nos aides aux familles ou notre soutien aux associations auront toujours pour objectif d'améliorer le quotidien des Costarmoricains et contribuer à la vitalité économique de notre département.**

L'éthique, d'abord

Ainsi, **nous œuvrons pour le service public, l'emploi, l'éducation ou encore l'environnement...**

En 2012, nous nous appuyons encore sur ces fondamentaux pour bâtir des politiques au service de l'intérêt général et de l'équité. La justice et le respect sont des concepts dont nous savons tout le sens, et que nous mettons en application quotidiennement par notre action.

Voilà ce que nous, élus de gauche, nous sommes fixés comme programme pour 2012 dans la conduite des affaires départementales. **Malgré des contraintes budgétaires fortes, liées à la crise et aux décisions du gouvernement, nous nous attachons à construire des politiques et des actions empreintes de justice.**

Dans les semaines à venir, notre collectivité votera son budget. Il sera nécessairement en résonance avec la situation économique et sociale. Pourtant, nous mettrons un point d'honneur à toujours agir en faveur de l'intérêt du département et de ses habitants. Cette volonté de mener une action politique juste est notre fil conducteur. Il le restera en 2012 comme pour les années à venir.

Bonne année 2012 à toutes les Costarmoricaines et tous les Costarmoricains. ■



Gérard Le Caër
Conseiller général
du canton de Bégard

revendicatifs face aux menaces de suppressions de postes. Il faut rappeler que si c'est bien le Conseil général qui assure la compétence bâtiments et agents, c'est l'État qui a la charge des personnels d'enseignement et d'éducation. À ce propos, la situation est préoccupante, l'inquiétude, la souffrance sont présentes chez les professeurs, victimes d'une dégradation de leurs conditions de travail. La jeunesse mérite que l'on s'occupe convenablement d'elle. C'est tout le sens de notre engagement moral et financier. Il faut une école de la réussite pour tous, dans une mixité sociale qui fasse progresser les plus démunis. C'est possible ! ■

2012 une année clé...

Nouvelle année qui commence, immobilisme frileux ou **nouvelles perspectives** ? Allons-nous accélérer notre course vers le mur que nous offre le libéralisme ou amorcer la transition vers un **monde plus respectueux de tous** ? Allons-nous nous isoler par peur des autres, laisser les grands décideurs nous individualiser encore plus ou nous engager dans le **"vivre ensemble" et le partage**, en local comme sur la planète ? Devons-nous continuer à croire au "toujours plus", machine à broyer des travailleurs, ou prenons-nous le temps de traduire notre **prise de conscience des limites de notre**



Sylvie Bourbigot
Conseillère générale
du canton de Perros-Guirec

planète en actions réelles d'économie et de bien-vivre pour tous ?

Pour le département, 2012 est une année de **réflexion** et d'**action**, autour de la ruralité, de l'économie sociale et solidaire, des enjeux de territoire et d'environnement dans la **solidarité**, avec des contraintes budgétaires fortes. ■



D.R.

Spectacle à Loudéac

Comédien et metteur en scène, François Bourcier a été formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique. On l'a déjà apprécié dans *Résister, c'est exister*; il revient avec *Lettres de délation*, où il incarne ces "braves" gens qui deviennent des "corbeaux" pour des raisons obscures. Il se met dans la peau de ces délateurs ordinaires, aux visages multiples. Un travail magnifique, dérangeant mais très salutaire... et toujours d'actualité. Ce spectacle est tiré du livre d'André Halimi, *La délation sous l'occupation*.
Le 20 janvier à 14h
> 02 96 28 11 26
omc.loudeac

Le nouveau recueil du Pays de Dinan

Le dernier numéro du Pays de Dinan 2011 est sorti. Depuis 1981, cette collection a pour vocation de mettre en valeur l'histoire, la littérature, l'art et l'ethnographie du pays de Dinan. Il est accompagné par la commune, la Codi, le Conseil général et la Drac. Auteurs, professeurs, universitaires, érudits ou journalistes apportent un regard nouveau sur des thèmes variés. 30 €
Bibliothèque municipale,
20 rue Waldeck-Rousseau, 22100 Dinan
> 02 96 39 04 65
bm-dinan.fr

Musiques du Pakistan à Kergrist-Moëlou

Originaires de l'est du Penjab, la dynastie des Sabri a 400 ans. Les frères Sabri ont débuté sur scène en 1958 avant de sortir leur premier disque, *Merakoinehin*, en 1961. Vingt ans plus tard, les Sabri Bros arpentent toujours les cinq continents.
Le dimanche 15 janvier à 17h, salle Lein Roch, sous la houlette de la scène du Kreis Breizh, Le Plancher.
> 02 97 23 83 83
leplancher.com

Guide de sortie



Janvier



CINÉMA

EXPOSITION

THÉÂTRE

LECTURE

PHOTO

MUSIQUE

Rubrique réalisée par Joëlle Robin.
Contact > lemagazine@cg22.fr

Coup de cœur

Le Carré magique à Lannion

On sait rire en Côtes d'Armor. Qui en douterait? Pas les Lannionnais qui abritent dans leur commune le Pôle national des arts du cirque, le Carré magique. Soutenu par le Département, il s'est taillé une belle réputation en accueillant des spectacles en salle ou sous chapiteau, et en soutenant la création à travers des résidences d'artistes. S'il fut le spectacle populaire par excellence, le cirque a été déserté par le public dans les années 1970-1980. Il a ensuite évolué, des artistes issus du théâtre, de la danse ou de la rue prenant alors la relève et inventant un nouveau cirque à l'instar du Tiger Lillies Circus, de James Thierrée, le petit-fils de Charlie Chaplin ou encore de la Compagnie Circ'ombelico. Metteurs en scène, chorégraphes ont investi le cirque. Les frontières s'estompant,

les instances en charge de la culture s'y sont enfin intéressées, les ateliers en milieu scolaire se sont développés. Et aujourd'hui, beaucoup d'écoles de cirque proposent un enseignement de qualité. Et 2012 sera une année importante avec *Cirque en campagne*, des rencontres nationales.

Présenté en novembre, le spectacle *Nichons-là*, concentré du geste circassien qui échappe à tout classement, a été soutenu par plusieurs structures, dont le Carré magique; il a ravi le public pour trois soirs consécutifs sous chapiteau. Et les 20 et 21 janvier, à 20h30, encore du plaisir en perspective avec *Pffffff!* de la Compagnie Akoreacro.

Dès 6 ans, de 7 à 15 €
akoreacro.free.fr
> 02 96 37 19 20
carre-magique.com



SPECTACLE

D.R.

Un auteur, un livre

Olivier Adam à Saint-Brieuc

Faire connaître la jeune génération d'écrivains français qui font l'actualité est l'objectif de l'édition 2012 d'*Un auteur, un livre*. Ce cycle de rencontres littéraires se déroule à la bibliothèque de Saint-Brieuc qui a choisi Olivier Adam, de Saint-Malo, comme premier invité. Certains de ses ouvrages ont été primés, d'autres adaptés au cinéma. Il sera présent le 27 janvier avec le dernier né *Le Cœur régulier* paru aux Éditions de l'Olivier. Une projection est prévue au club 6 du film *Des vents contraires* tiré du roman éponyme d'Olivier Adam les 26, 29 et 30 janvier.

Parmi ses livres, *A l'ouest*, *Poids léger*, *Passer l'hiver*, *Falaises*, *À l'abri de rien*. La rencontre le 27 janvier à 18h30 est suivie d'une dédicace.

> 02 96 62 55 19
bibliotheques.saint-brieuc.fr



PATRIEC NORMAND

LECTURE

Des collégiens face à la photo

Un livre de la C^{ie} Papier théâtre

La compagnie Papier théâtre, soutenue par Itinéraires bis et le Département, a publié un ouvrage suite au travail mené au collège François-Marie-Luzel de Plouaret. Le livre présente les rencontres :
• des élèves avec l'œuvre de la photographe Yvonne Kerdudo; ils ont réalisé des portraits à la façon de Madame Yvonne.
• de six adolescents avec la photographe Laëtitia Donval, en résidence.
• de trente jeunes avec la compagnie à travers débats et ateliers photographiques.



Pour trouver le livre: Maison de la presse, Plouaret, librairie Mots et images, Guingamp.

> 02 96 38 93 07
ciepapiertheatre.fr

PHOTO

Au manoir du Plessix-Madeuc

Des artistes bienvenues

Si la route est bien fléchée, le manoir du Plessix-Madeuc n'en reste pas moins difficile à dénicher. Ce matin de novembre, la brume laisse à peine deviner la "tour" où travaillent et résident les artistes accueillies par Bérénice et Olivier Dupuy. Découverte d'un couple passionné d'art et d'un lieu magique proche de Corseul.

Cinquante personnes ont assisté aux premières Rencontres du Plessix-Madeuc. Fin novembre, Philippe Piguet, critique et historien d'art, donnait une conférence sur l'art contemporain d'hier et d'aujourd'hui. "Nous avons été ravis de l'intérêt qu'ont suscité cette initiative et les portes ouvertes qui nous ont fait connaître, commence Olivier Dupuy. Nous programmerons ce type de rencontres trois fois par an. Nous accueillons des artistes depuis bientôt deux ans. En ce moment trois jeunes femmes de moins de 35 ans créent, deux peintres et une photographe, chacune dans leur domaine".

Olivier Dupuy, ancien Briochin, et sa femme ont changé de vie du jour au lendemain pour se consacrer à ce projet. "Avant, il a fallu trouver l'endroit propice et y faire des travaux". Une réussite pour la rénovation de très bon goût de cette magnifique bâtisse du XVII^e siècle où le couple



Bérénice et Olivier Dupuy avec les trois artistes en résidence.

habite également. "Pour les artistes, nous avons aménagé des locaux qui servent à la fois de lieu de vie et de création". Là aussi la qualité prévaut. Maude Marris, Alice Pichelin et Ji-Yeon Sung ont l'air satisfaites de ce havre de paix où elles sont restées trois mois. "D'autres suivront de mars à mai. Nous réservons la période qui va de juin à septembre pour un accueil classique en gîtes ou chambres d'hôtes", ajoute Bérénice Dupuy.

L'art, passerelle entre les êtres

Le couple a eu le souci de mettre les habitants de Corseul dans la confiance du projet. L'objectif est de créer des contacts avec la population pour qu'elle sente que l'art peut être

une passerelle entre les êtres, une manière de dialoguer. "Une façon de dédramatiser l'art. Et nous facilitons aussi les échanges avec les scolaires. La municipalité nous soutient comme la communauté de communes de Plancoët, le pays de Dinan, le Conseil général, la Drac et l'Europe".

En tant qu'ancien directeur chez Lefranc et Bourgeois, une entreprise connue pour fabriquer des couleurs pour les beaux-arts et les loisirs décoratifs, Olivier Dupuy a toujours apprécié l'art. Il a franchi le pas avec les ateliers du Plessix-Madeuc, où il met en pratique à son tour le mécénat toujours prôné par son ancien employeur.

Olivier et Bérénice lancent un appel aux artistes intéressés par la prochaine résidence, de mars à mai 2012. Après chaque séjour, les œuvres sont exposées. Le travail de Maude, Alice et Ji-Yeon a été mis en valeur au Centre de rencontres économiques et culturelles de Dinan. Philippe Piguet était le parrain et le commissaire de l'exposition.

Joëlle Robin

ateliersduplessixmadeuc.com



Danse à Plérin avec la Compagnie Grégoire & Co

Jusqu'au 28 janvier, la compagnie Grégoire & Co est à Plérin avec un projet de spectacle et d'exposition. Pour faire circuler la parole des habitants elle crée des passerelles entre le Cap de Plérin et l'espace Victor-Hugo de Ploufragan qui accueillent la compagnie. Partage de collectages, récits de voyages et témoignages trouveront place dans une "installation" de ces "Mémoires voyageuses" à Ploufragan en février. La chorégraphe Sylvie Le Quéré réunit corps, images, voix et sons pour témoigner de la perte de repères qui permet de déplacer le regard et d'aller à la rencontre de soi. ciegregoireandco.fr

La cinquième saison de Katell à Peumerit-Quintin

La cinquième saison 2012, divinement orchestrée par la conteuse Katell du Centre-Bretagne, nous réserve sûrement bien des moments agréables; le 29, on rencontrera des artisans, des paysans, des artistes, des associations, que Katell a dénichés au détour d'un chemin. Le dimanche 29 janvier, salle des fêtes, 5 € - Sous la houlette de la scène du Kreiz Breizh, Le Plancher > 02 97 23 83 83 leplancher.com



Lydia Domancich la diseuse, la pianiste et la mer

Lydia Domancich et Manuelle Campos ont créé un spectacle mêlant musiques, textes et chansons qu'elles jouent à Plouha. L'une au piano, l'autre à la guitare, elles mêlent leurs voix et improvisent entre jazz et classique. Un voyage poétique sur la mer et l'actualité. Le 29 janvier à Plouha, 16 h à la salle de l'Hermine, 5 € > 02 96 20 21 26



Raggalendo sort un nouveau CD

Quatre jeunes femmes de Lanvollon inspirées par la langue de leur grand-mère, des cousines - et pas à la mode de Bretagne - qui décoiffent avec leurs coiffes et costumes bretons et leur musique, style hip-hop, rap et trad à la fois, ça vous dit quelque chose ? Elles ont sorti un nouveau CD *Du reuz dans l'bourg* pour leur 5^e anniversaire. Les bretonnants y trouveront des tournures qui leur parleront. Ces quatre-là gagnent à être mieux connues.

Le 12 mai à Hillion.
raggalendo.free.fr



La vie de photographe de Norbert Ghisoland

Du 14 janvier au 10 mars, la galerie l'Imagerie à Lannion expose le travail photographique de Norbert Ghisoland (1878-1939), l'un des maîtres belges du genre. Des familles entières de mineurs ont défilé devant son objectif. Les photos sont émouvantes. Un témoignage poignant sur ses contemporains. Marc, le petit-fils de Norbert, donnera le coup d'envoi de l'exposition.

Du mardi au samedi, 15h - 18h30
Le jeudi, 10h - 12h et 15h - 18h30
> 02 96 46 57 25
imagerie-lannion.com

Hip-hop à Collinée

Le 20 janvier à 20h30, la compagnie Engrenage propose du hip-hop avec le spectacle *Roots* qui "démocratise" la danse hip-hop. Cette pièce chorégraphique pour deux danseuses et trois danseurs aborde la question des racines et du déracinement. Un spectacle plein d'émotions et de sensations. Gardez le ticket d'entrée qui vous permettra d'entrer gratuitement au concert rock d'Enki le lendemain soir.

Salle Mosaique, Collinée
centreculturelmosaique.over-blog.com
> 02 96 31 47 69

Boîtes à Mémoire, à Saint-Brieuc

La photographie, des inventeurs au collectionneur

Jusqu'au 26 février, le 8^e art - la photographie - est à l'honneur au Musée d'art et d'histoire de Saint-Brieuc avec *Boîtes à mémoire*. Il nous montre la richesse de

ses fonds photographiques, associés à une collection privée (Darmon).

L'ensemble montre l'évolution de la photographie, 170 ans de recherches : inven-

tions successives, techniques et appareils, usages populaires et commerciaux. On y voit des appareils utilisés par Daguerre, on y découvre l'invention de la photographie couleur par les frères Lumière, le matériel des photographes amateurs entre 1900 et 1960 et des curiosités comme les appareils espions.

Des tirages issus des collections du musée, ainsi que des dispositifs de visionnage de clichés stéréoscopiques, illustrent le parcours des galeries permanentes. Cette exposition est complétée par des conférences



dont la dernière le jeudi 26 janvier à 18h30, *La couleur en photographie*, avec Nathalie Boulouch (maître de conférence à l'Université de Rennes II).

Au pavillon des expositions temporaires du musée.

> 02 96 62 54 39
saint-brieuc.fr



D.R.

Clin d'œil à Saint-Brieuc

Première biennale de la photographie

Du 14 au 29 janvier, la Ville de Saint-Brieuc et l'association Objectif image organisent la première biennale de la photographie à la salle Robien. Elle fait suite à *Clin d'œil sur les arts*, manifestation qui réunissait photo, peinture et sculpture. Deux invités d'honneur, Daniel Challe

et Roland Laboye, des amateurs, les clubs photos de l'agglomération, le Cercle et la MJC du Plateau exposent des clichés. Ceux du salon national d'auteurs, du lauréat du prix Bétoux, Benoît Bernard, et du salon des photographes des clubs de l'agglomération.

Parmi les animations pro-

posées, une démonstration de retouches, une soirée diapo, une conférence sur Robert Doisneau et un accueil des scolaires.

13h - 18h30 en semaine
10h - 18h30 samedis et dimanches
saint-brieuc.fr
oisb.fr



D.R.

Les Baccalà Clown à Guingamp

SPECTACLE

Des clowns acrobates en scène

Les Baccalà Clown sont un duo de clowns acrobates. Camilla et Simone, un couple d'Italiens, ont été formés aux disciplines du théâtre de mouvement en Suisse. Depuis 2004, ils tournent ensemble dans le monde

entier où ils ont remporté titres et récompenses : prix de bronze au Festival de Moscou en 2008, prix du Cirque du soleil, prix de bronze au Festival de Wuqiao en Chine en 2009.

Pss Pss, leur spectacle, est tout d'abord une histoire tendre, puis une fusion d'acrobaties, de cascades, de jongleries et de mimes, qui emprunte à la poésie et au lyrisme.

Le 22 janvier à 17h
Au théâtre du Champ-au-Roy de 3,50 € à 14 €, à partir de 6 ans
Lundi 23 janvier, représentation scolaire.
ibaccalac clown.com
> 02 96 40 64 45
ville-guingamp.fr



D.GUENARD

Le rock électoral de MJM à Languueux

MUSIQUE

Ensemble, unissez-moi !

Plus qu'un concert rock, le groupe MJM, comprenez Ministère de la jeunesse et de la magouille, profite de 2012, année très électorale, pour entrer en campagne à sa manière. Il donne deux séances d'un "meeting" musical spectaculaire *Ensemble, Unissez-moi!* pour un public de 7 à ... ans. Une heure de délire, de langue de bois, de retournements de vestes et autres tentatives de séduction. Le tout accompagné de guitare, de basse et de grosses caisses.



> 02 96 52 60 60
Le 21 janvier à 20h30
au Grand Pré de 6 à 10 €. Le 20 janvier séance scolaire à 14h30.
languueux.fr / rubrique Programmation 2011-2012

Didier Le Guesclou, cycliste handisport à Lannion

Objectif Jeux olympiques



Didier Le Guesclou espère bien faire partie des trois coureurs retenus pour participer aux Jeux olympiques de Londres.

BRUNO TORREBIA

Didier Le Guesclou, 40 ans, cycliste handisport depuis 2007, espère bien participer aux Jeux olympiques de Londres l'été prochain. Un défi de plus pour ce sportif qui estime que le handicap est une force.

De manière assez incompréhensible au vu de ses résultats, Didier Le Guesclou n'était pas convié à Pékin en 2008. Autant dire qu'il va tout faire pour être au rendez-vous de Londres. Lui qui, à deux reprises, a déjà goûté aux championnats du monde, qui plus est en étant le porte-drapeau de la délégation française. *"Ce sont des moments extraordinaires, encore plus lorsqu'on cela se passe bien sportivement. Porter la tenue de l'équipe de France et représenter son pays, c'est quelque chose d'impressionnant, de très émouvant"*. Et pourtant, rien ne prédestinait ce père de trois enfants à un tel destin. Rien, si ce n'est qu'en 1999, il est victime d'un accident de moto. Sa jambe gauche est brisée en de multiples endroits. La blessure est si grave que l'amputation est un temps envisagée. *"J'ai eu de la chance, dit-il, le médecin m'a sauvé la jambe grâce à de nombreuses greffes. Aujourd'hui, tout est soudé, je n'ai plus de cheville, plus de mollet, et je marche sur la pointe du pied"*.

C'est pendant sa rééducation qu'il découvre le vélo. Au gré des sorties avec des collègues, il prend plaisir à les accrocher. Puis, très vite, ce sont les autres qui courent derrière... Prenant conscience de son potentiel, il décide

alors de participer à des compétitions FSGT⁽¹⁾ avec les valides, allant même jusqu'à remporter sa première course, à Tréglonou dans le Finistère. Ses débuts en handisports, il les fait en mars 2007, à l'occasion du critérium de Longchamp-Paris. Il se classe 5^e. Plus tard, il remportera l'épreuve à deux reprises. En progression constante, il devient champion de France du contre-la-montre en 2008 et 2009. Au plan international, Didier Le Guesclou a terminé 3^e d'une manche de coupe du monde en 2009. La même année, il participe pour la première fois aux championnats du monde et décroche la 6^e place du contre-la-montre et la 8^e de la course en ligne. De bons résultats qui lui permettent de finir l'année 2009 à la 6^e place du classement mondial UCI⁽²⁾, soit le meilleur coureur français.

"On essaie toujours d'en faire plus"

Parallèlement, il court en FFC⁽³⁾ au sein du Team Côte de granit rose, où il est entraîné par Fabrice Le Denmat. *"Faire des courses avec les valides me sert d'entraînement"*, explique Didier, dont les qualités sont avant tout celles d'un rouleur, capable d'*"envoyer un très gros braquet, en force"*. Soulignons

aussi qu'il est accompagné par l'équipe Bretagne Schuller, dont il porte les couleurs et qui lui fournit matériel et tenues. Une aide précieuse, d'autant qu'il n'est pas professionnel. À cela s'ajoute l'aide individuelle aux sportifs de haut niveau du Conseil général ainsi que celle de son employeur au casino de Perros-Guirec. *"Mon directeur me sponsorise tous les ans à hauteur de 2 000 € et me pousse à fond. Mon travail consiste à m'occuper du fonctionnement des machines à sous"*. Aux JO, Didier espère être présent sur route, mais aussi sur piste. La qualification sur piste commence par des tests avec l'équipe de France. Suivront une manche de coupe du monde, les championnats de France début février, puis les championnats du monde à Los Angeles. Quant à la route (course en ligne et contre-la-montre), la qualification dépendra des résultats lors d'épreuves de coupe du monde (Italie, Espagne, Suisse, Canada). *"Je fais tout pour être sélectionné et ne pas avoir de regrets"*, assure Didier, qui estime que le handicap est devenu une force et lui a permis de relativiser beaucoup de choses. *"On essaie toujours d'en faire plus, d'aller plus loin, pour montrer aux autres que l'on est comme eux"*. Une force qui, espérons-le, le conduira jusqu'à Londres. ■

Laurent Le Baut

(1) Fédération sportive et gymnique du travail
(2) Union cycliste internationale
(3) Fédération française de cyclisme

Saint-Brieuc handisport cherche encadrants

Le club de Saint-Brieuc handisport compte une cinquantaine de licenciés dans des disciplines comme la natation, la boccia, la sarbacane, le cyclisme. Malheureusement, le club manque d'encadrants bénévoles et a dû arrêter sa section musculation. Précisons que le comité départemental handisport propose des formations à l'entraînement des personnes handicapées.
> 02 96 36 54 43
stbriechandisport@gmail.com

Il traverse le Canada en courant

6 000 km parcourus en 92 jours, à raison de 65 km par jour. C'est le défi accompli par le coureur à pied Gwen Quéant, de Pédernec. Parti de Vancouver le 31 mars, cet amoureux du Canada a rejoint la Nouvelle Ecosse sans marquer aucun jour de pause. Un exploit qui lui a valu d'être récompensé par la mairie de Pédernec.
gwen-queant.over-blog.fr



PHILIPPE JOSSELIN

Les Costarmoricains aiment la randonnée

Quarante-trois associations de randonnées sur les 62 que comptent les Côtes d'Armor se sont retrouvées fin novembre à la Maison départementale des sports, à Saint-Brieuc, lors d'une rencontre organisée par le Comité départemental. Principale information : avec désormais 4 730 licenciés, le département est passé de la 6^e à la 4^e place nationale. Et si l'on ramène le nombre de licenciés au nombre d'habitants, les Côtes d'Armor arrivent 2^e derrière l'Aveyron.

CUISINE

Lasagnes aux légumes

Pour 4 personnes

200 g de lasagnes à cuire
ou fraîches
100 g de mozzarella
3 cl d'huile d'olive

Garniture

200 g de petits pois congelés
2 carottes
1 panais
2 navets... ou autre légume
de saison
400 g de sauce tomate
1 gros oignon
2 gousses d'ail
Thym, laurier, origan
3 cl d'huile d'olive
Sel, poivre

Béchamel

25 g de farine
25 g de beurre
25 cl de lait
50 g de parmesan
Noix de muscade
Sel

B

échamel:

dans une casserole, faire fondre le beurre, ajouter la farine puis le lait chaud. Faire cuire tout en mélangeant. Ajouter le parmesan et assaisonner.

Garniture:

Ébouillanter les petits pois à l'eau salée, 3 min et les refroidir.
Préparer la garniture : éplucher, laver et tailler les légumes en julienne.
Éplucher et émincer l'oignon.
Éplucher et hacher l'ail.
Poêler l'ensemble à l'huile d'olive. Ajouter la sauce tomate, les petits pois et les herbes aromatiques. Assaisonner et réserver.

Montage:

Huiler le fond du plat, déposer une couche de lasagnes, étaler la moitié de la garniture puis la moitié de la béchamel.
Recommencer et terminer avec une couche de lasagnes et la mozzarella.
Recouvrir de papier aluminium et mettre au four à 180 ° pendant 20 mn.
Ôter la feuille d'aluminium et gratiner 10 min.



THIERRY JEANDOT



Recette élaborée par Thierry Fegar, chef à la Cité du goût et des saveurs, créée par la Chambre de métiers et de l'artisanat des Côtes d'Armor (Saint-Brieuc).

CERCLES CULINAIRES

La Cité du goût et des saveurs propose des stages de cuisine au grand public animés par des chefs.
Inscription : 02 96 76 26 26
Informations : artisans-22.com

JARDINAGE

Le kiwi, à tailler en janvier

Le début de l'année est la période idéale pour s'occuper des actinidias ou kiwis, janvier étant le mois propice à la taille.



JOËLLE ROBIN

Le kiwi doit son nom à l'oiseau du même nom au plumage vert. Très vigoureux, il nécessite une taille appropriée. Si l'on veut récolter des fruits à l'automne, il faut suivre quelques recommandations.

Un plant de kiwi est soit mâle soit femelle ; il faut donc avoir un de chaque. Le rendement des variétés hermaphrodites est plus faible.

Plants femelles : rabattre à deux yeux au-dessus des pédoncules restants, les branches qui ont donné beaucoup de fruits. Couper deux tiers des rameaux secondaires.

Pieds mâles : éclaircir la plante en conservant les rameaux latéraux qui portent des brindilles fertiles. On peut couper une ou deux branches, parmi les plus vieilles, au ras du sol. Cela donne un coup de jeune à la plante et favorise les pousses plus récentes et celles à venir. Penser au

paillage pour protéger le pied du froid pendant l'hiver.

L'arbre planté au printemps donnera des fruits après deux ou trois années. Un pied fournit facilement une dizaine de kilos. Au début, un travail de palissage est obligatoire. On le guide sur un mur ou une pergola par exemple. Le kiwi, robuste, supporte le climat de nos régions, mais il se plaît aussi au soleil, et à l'abri des vents violents. Il faut l'arroser régulièrement en cas de sécheresse.

Les fruits se récoltent à peine mûrs vers la fin du mois d'octobre. Les conserver dans la maison, au réfrigérateur pour une conservation plus longue. La chair est gorgée de vitamines, A, B, C et de sels minéraux.

Cédric Moinet

Cette rubrique est réalisée en collaboration avec

domaine départemental
côtes d'armor

LA ROCHE JAGU

22260 Ploëzal
> 02 96 95 62 35
larochejagu.fr

Un pied peut fournir une dizaine de kilos.

LES MOTS FLÉCHÉS de Briac Morvan

Chaque définition sur fond coloré concerne un mot que vous trouverez dans l'un des articles de votre magazine. Solution dans Côtes d'Armor N°106

Boîte d'emballage pordicaise Métal léger chez Armor Méca	Embarcation Nettoyés avec l'épaveuse d'Hubert Prisé	Apparues en personnes La Vierge		Célèbre les cent ans d'EAG Négatif	Causeries entre dames Mampreneurs Gallium	Ils sont reliés aux fosses nasales Ils ont aussi leur fosse	Floué La tulipe en a six																																																																																																																																									
			Telle la réparation au port de St-Cast	Par'Elles s'active pour elle Le même, en petit																																																																																																																																												
Peuplade africaine Discipline de Didier Le Guesclou			Le kiwi en regorge Un poil populaire																																																																																																																																													
		Un lieu pour faire la ola à l'EAG St-Brieuc handisports en a perdu une			EAG ne l'a pas volée en 2009 3,14																																																																																																																																											
Sans haut ni bas Système antidérapant			Souvent mis en début de conte	Ceux de l'interim sont a la baisse dans le 22	Etrilla le bidet		Symbole d'un métal usiné par Armor Méca																																																																																																																																									
		Sorti des rotatives				Note Chargée de com. de Par'Elles (Nolwenn)																																																																																																																																										
Communiquait en silence	Il craint les virus, pas les puces Travail de socio-esthéticienne		<table border="1"> <tr><td>P</td><td>V</td><td>D</td><td>L</td><td>O</td><td>L</td><td>S</td><td>D</td></tr> <tr><td>S</td><td>O</td><td>L</td><td>I</td><td>T</td><td>U</td><td>D</td><td>E</td></tr> <tr><td>L</td><td>A</td><td>Z</td><td>A</td><td>R</td><td>I</td><td>S</td><td>T</td></tr> <tr><td>V</td><td>O</td><td>M</td><td>I</td><td>R</td><td>E</td><td>N</td><td>T</td></tr> <tr><td>G</td><td>E</td><td>R</td><td>A</td><td>R</td><td>D</td><td>A</td><td>N</td></tr> <tr><td>A</td><td>N</td><td>S</td><td>R</td><td>E</td><td>P</td><td>R</td><td>E</td></tr> <tr><td>E</td><td>G</td><td>E</td><td></td><td></td><td></td><td>S</td><td>I</td></tr> <tr><td>C</td><td>E</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>N</td><td>U</td></tr> <tr><td>B</td><td>A</td><td>R</td><td>O</td><td></td><td></td><td>S</td><td>E</td></tr> <tr><td>F</td><td>E</td><td>R</td><td>M</td><td>E</td><td></td><td>S</td><td>O</td></tr> <tr><td>N</td><td>I</td><td>A</td><td>I</td><td></td><td></td><td>I</td><td>D</td></tr> <tr><td>J</td><td>E</td><td>T</td><td>L</td><td></td><td>J</td><td>M</td><td>D</td></tr> <tr><td>V</td><td>A</td><td>L</td><td></td><td>T</td><td>E</td><td>L</td><td>E</td></tr> <tr><td>L</td><td>O</td><td>T</td><td>I</td><td></td><td>H</td><td>A</td><td>I</td></tr> <tr><td>L</td><td>I</td><td>V</td><td>R</td><td>O</td><td>N</td><td>S</td><td>M</td></tr> <tr><td>S</td><td>A</td><td>F</td><td>R</td><td>A</td><td>N</td><td>E</td><td>D</td></tr> <tr><td>T</td><td>S</td><td>E</td><td>T</td><td>S</td><td>E</td><td>A</td><td>S</td></tr> </table>				P	V	D	L	O	L	S	D	S	O	L	I	T	U	D	E	L	A	Z	A	R	I	S	T	V	O	M	I	R	E	N	T	G	E	R	A	R	D	A	N	A	N	S	R	E	P	R	E	E	G	E				S	I	C	E					N	U	B	A	R	O			S	E	F	E	R	M	E		S	O	N	I	A	I			I	D	J	E	T	L		J	M	D	V	A	L		T	E	L	E	L	O	T	I		H	A	I	L	I	V	R	O	N	S	M	S	A	F	R	A	N	E	D	T	S	E	T	S	E	A	S	Tel l'ami de Maupassant Place en vue	
P	V	D	L	O	L	S	D																																																																																																																																									
S	O	L	I	T	U	D	E																																																																																																																																									
L	A	Z	A	R	I	S	T																																																																																																																																									
V	O	M	I	R	E	N	T																																																																																																																																									
G	E	R	A	R	D	A	N																																																																																																																																									
A	N	S	R	E	P	R	E																																																																																																																																									
E	G	E				S	I																																																																																																																																									
C	E					N	U																																																																																																																																									
B	A	R	O			S	E																																																																																																																																									
F	E	R	M	E		S	O																																																																																																																																									
N	I	A	I			I	D																																																																																																																																									
J	E	T	L		J	M	D																																																																																																																																									
V	A	L		T	E	L	E																																																																																																																																									
L	O	T	I		H	A	I																																																																																																																																									
L	I	V	R	O	N	S	M																																																																																																																																									
S	A	F	R	A	N	E	D																																																																																																																																									
T	S	E	T	S	E	A	S																																																																																																																																									
À sec À égalité (ex)							Engages L'APCA agit pour les victimes de cette maladie																																																																																																																																									
À sec À égalité (ex)																																																																																																																																																
Une couleur d'EAG Elles font l'huile de la recette du mois		Cérémonial ou livre liturgique																																																																																																																																														
			Le CG 22 les gère dans le cadre du développement durable	Parfois épaisses L'équipe victime d'un EAG triomphant	Hydrocarbure insaturé Petit Edward	Match entre EAG et Charles-de-Blois Causier du tort	Il circule en Albanie Fils de vers																																																																																																																																									
Grand joueur d'EAG Il préside une communauté à Matignon				Lisière de la forêt			Note élevée Autre écriture d'oud																																																																																																																																									
		Site de rencontres de l'EAG Véhicule neuf					Il ceint la geisha																																																																																																																																									
Son diable ne nous touche pas Fermement dirigées				"Instincts de vie" selon Freud Possessif																																																																																																																																												
					Whisky de seigle canadien		Ce n'est qu'un demi-mal d'enfants																																																																																																																																									
Dans le kiwi ou la lasagne aux légumes			Graine ou mot-clé				Il est esthétique avec Lydie Tréhoré																																																																																																																																									

Les gagnants... Jeu Côtes d'Armor Magazine n°104

Voici les 10 gagnants des mots fléchés du magazine Côtes d'Armor n°104 tirés au sort parmi les bonnes réponses.

- | | |
|---------------------------------|----------------------------------|
| COZELIN Christine • CALLAC | PEU Michel • SAINT-BRIEUC |
| DERRIEN Joëlle • SAINT-SERVAIS | REMOND Roland • PLOUGUIEL |
| JAGUIN Jean-Pierre • PLOUFRAGAN | RIVOALAND Augustine • PLOUGONVER |
| LE MOINE Pierre • TRÉGUEUX | TANGUY CHRISTINE • PONT-MELVEZ |
| PERENNOU Christiane • LANNION | ZEMLIAKOFF Jean-Paul • LANGOAT |

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____ Courriel _____

Votre grille, complétée avec votre nom et votre adresse, est à retourner au :
Conseil général des Côtes d'Armor
 Jeux Côtes d'Armor magazine
 9 place du Général-de-Gaulle
 22000 Saint-Brieuc

Un tirage au sort sera effectué
 parmi les grilles gagnantes reçues
 avant le mercredi 11 janvier 2012.

**Cadeaux aux couleurs
 des Côtes d'Armor
 à gagner !**

Je ne souhaite pas recevoir les informations du Conseil général.



Votre Département
vous souhaite de
joyeuses fêtes
et une **bonne année**

2012

bloavezh mat

Les Côtes d'Armor
c'est avec vous,
c'est avec nous

Conseil général
infos services

N°Azur 0 810 810 222

Prix d'une communication locale depuis un poste fixe

www.cotesdarmor.fr

Conseil
Général



Côtes d'Armor